



## **TERRE-NEUVE**

# **RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS**

**ÉTÉ 1994**

### **VUE D'ENSEMBLE**

L'économie de Terre-Neuve repose dans une large mesure sur l'extraction et la transformation des ressources primaires. Les perspectives à court et à moyen terme sont influencées à la fois par des problèmes de disponibilité des ressources dans les secteurs halieutique et forestier, par les possibilités de croissance dans les secteurs émergents, dans celui de la fabrication non fondée sur les ressources et dans celui de la haute technologie ainsi que par les investissements découlant du Projet de développement Hibernia.

Les facteurs qui influencent les perspectives économiques à court et à moyen terme sont : 1) le moratoire sur la pêche de la morue du Nord et la fermeture de la pêche dans d'autres zones à cause de la diminution des stocks; 2) la probabilité d'autres projets d'exploitation du pétrole marin après la réalisation du Projet Hibernia; 3) la non-compétitivité des usines de papier journal de la province et leurs difficultés au niveau de la protection de l'environnement; et 4) la précarité générale de l'économie sur le plan financier.

La conjoncture sur le marché du travail reste maussade. Le taux de chômage rajusté s'établissait à 20,9 p. 100 en juin 1994, en hausse comparativement à 19,8 p. 100 en juin 1993, principalement à cause de la situation difficile du secteur de la pêche. Dans le sud

de la province, le taux de chômage avoisine les 35 p. 100.

Les exportations ont diminué pour la troisième année de suite. Au cours des quatre premiers mois de 1994, la valeur des exportations a reculé de 6 p. 100; les baisses les plus fortes ont été enregistrées dans les produits du poisson (32 p. 100) et les produits d'énergie (19 p. 100), surtout les produits pétroliers de la raffinerie de Come by Chance. Ces reculs n'ont été que partiellement compensés par un accroissement de 10 p. 100 des expéditions de papier journal et de 6 p. 100 des expéditions de minerai.



### **INDICATEURS**

En mai 1994, le nombre de faillites d'entreprises était supérieur de 180 p. 100 à celui qui avait été enregistré en mai 1993. Le total des 12 derniers mois jusqu'au mois de mai est supérieur de 17 p. 100 au total de la période correspondante l'an dernier.

Les ventes de biens de consommation durables demeurent fermes. Par exemple, les ventes d'automobiles neuves ont augmenté de 9,8 p. 100 comparativement à la même période en 1993.

Le nombre de maisons construites dans la région métropolitaine de St. John's a progressé de 63,5 p. 100 comparativement à juin 1993. D'importantes augmentations ont aussi été

signalées dans d'autres régions de la province. Pour la période de janvier à juin, la hausse était de 29,4 p. 100 à St. John's et de 36,9 p. 100 pour l'ensemble des régions urbaines.

## CLIMAT

La firme Corporate Research Associates, dans son deuxième sondage trimestriel, souligne que l'indice de confiance des consommateurs terre-neuviens a régressé au cours des deux derniers trimestres et qu'il se situe à son plus bas niveau depuis août 1992. Soixante-deux pour cent des personnes interrogées considéraient que l'économie provinciale se trouvait dans une moins bonne posture qu'au même moment l'an dernier. La firme mentionne aussi que la confiance du public à l'égard du gouvernement provincial est à son plus bas depuis deux ans.

Selon les analystes de la SCHL à Terre-Neuve, l'augmentation des mises en chantier dans les régions urbaines de la province s'explique par la tendance à la hausse des taux d'intérêt au cours des derniers mois. À leur avis, le public estime que les taux d'intérêt ont probablement atteint un plancher et qu'ils continueront à augmenter. C'est pourquoi le nombre de mises en chantier s'est accru pendant les derniers mois.

## PRINCIPAUX SECTEURS

### Fabrication

Les livraisons dans les secteurs de la transformation et de la fabrication basées sur les ressources ont diminué au deuxième trimestre, principalement par suite du recul enregistré dans la transformation du poisson et de la fermeture de la raffinerie de pétrole de Come by Chance. La raffinerie est fermée depuis le mois d'avril à cause d'une explosion suivie d'un incendie. Pour cette raison, quelque 600 travailleurs de la raffinerie sont au chômage et les exportations de produits pétroliers ont régressé.

### Services

Comme au premier trimestre, la performance du secteur des services demeure ambiguë. Il y a certains facteurs positifs tels l'accroissement des achats de biens de consommation durable comme l'automobile et les meubles. Cependant, les segments qui fournissent des biens et services au secteur de la pêche demeurent éprouvés.

Selon les résultats préliminaires, l'industrie touristique devrait enregistrer une bonne année car les hôtels, les entreprises de location de voitures et les voyageurs déclarent une année très active. Les hôtels signalent des taux d'occupation à la hausse et la plupart des visiteurs sont des touristes américains et ontariens. Le trafic aéroportuaire a augmenté d'environ 10 p. 100 jusqu'à la fin juin.

### Transformation des ressources

**Pêche :** Le moratoire sur la morue du Nord restera le principal sujet de préoccupation à Terre-Neuve jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Les données scientifiques indiquent que les stocks ne se régénéreront pas assez rapidement pour que des efforts de pêche majeurs soient possibles avant ce moment-là. Les stocks ne sont actuellement qu'à 3 p. 100 de leur niveau de 1990. Certains pêcheurs de morue sont maintenant à la recherche d'autres espèces comme le sébaste, le turbot et la goberge, ce qui entraîne une certaine surpêche. Au cours des derniers mois, il a été établi que les stocks de turbot et de capelan sont très appauvris. Pour cette raison, d'importantes coupures des quotas de turbot ont été imposées au large du Labrador et du nord-est de Terre-Neuve. Cette situation touche directement quelque 35 000 travailleurs dans l'industrie, en plus de ceux des segments d'activité qui leur fournissent des biens et des services.

Sur un plan plus positif, au cours des dernières années, on a ajouté quelque cinquante millions de dollars à la valeur des prises grâce à la récolte d'espèces auparavant sous-utilisées.

**Papier journal :** Les livraisons de papier journal en 1994, jusqu'à ce jour, correspondent à peu près aux niveaux de 1993. Cependant, deux des trois usines perdent encore de l'argent. Dans ses efforts de réduction des coûts, Abitibi-Price à Grand Falls et Corner Brook Pulp and Paper ont récemment conclu des accords avec leurs employés syndiqués dans le but de faire accepter des réductions de salaires et des seuils de licenciement; en retour, les sociétés ont accepté de ne pas procéder à des licenciements majeurs pour l'instant.

Les deux usines présentent aussi des problèmes de traitement des affluents et des émissions atmosphériques, mais elles ne peuvent assumer les coûts nécessaires au respect des normes environnementales. L'usine de Corner Brook vient d'obtenir un délai pour respecter les normes d'évacuation des effluents.

À long terme, l'industrie du papier journal fait face à une pénurie de grumes dans l'île jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle. Cette pénurie s'explique en partie par les dommages antérieurs causés aux forêts par les maladies et les insectes nuisibles. De plus, seulement 13 p. 100 de la régénération forestière à Terre-Neuve se font par la sylviculture, alors que 87 p. 100 reposent sur la régénération naturelle, le pourcentage le plus élevé au Canada.

**Minéraux :** Selon le ministère provincial des Mines et de l'Énergie, la valeur de la production minière en 1994 progressera de quelque 9 p. 100 pour s'établir à 800 millions de dollars, comparativement à 732 millions de dollars en 1993. Le phénomène s'explique par l'accroissement de la production aurifère et la hausse du prix de l'or, l'augmentation de la production du minerai de fer à IOCC et l'accroissement de la production de cuivre récupéré comme sous-produit de la production aurifère à Hope Brook. Une nouvelle mine d'or devrait entrer en exploitation cette année à Pine Cove.

**Pétrole marin :** Il a été confirmé que les coûts préalables à la production du projet Hibernia dépasseraient les prévisions de 1,2 milliard de dollars. Cette hausse sera partiellement compensée par une réduction de 300 millions de dollars des frais d'exploitation pendant la phase de production. Pour la durée du projet, cette hausse se traduit par une augmentation nette de 6 p. 100 et porte le coût pour la durée totale du projet à 15,996 milliards, contre une estimation précédente de 15,095 milliards. À l'heure actuelle, quelque 4 000 personnes travaillent au site de construction à Bull Arm.

### Haute technologie

Le secteur de la haute technologie est le principal bénéficiaire de la croissance liée aux possibilités technologiques offertes par le projet de développement Hibernia. Au cours des prochaines années, la croissance sera plus forte dans des secteurs comme les communications, le forage directionnel, le génie des matériaux et les instruments océanographiques.

Selon une étude rendue publique récemment par l'Economic Recovery Commission, 61 p. 100 de la main-d'oeuvre de Terre-Neuve travaille dans la «nouvelle économie», comparativement à 59,2 p. 100 dans l'ensemble du pays. Selon l'étude, 11 000 des 16 000 nouveaux emplois créés entre 1984 et 1992 l'ont été dans la «nouvelle économie».

A/F Protein Canada Inc. de St. John's construit des installations pour extraire une protéine antigel du sang du poisson. La protéine se prête à un certain nombre d'utilisations, notamment la préservation des embryons et du sperme des animaux ainsi que des organes humains destinés à la transplantation.

CORA, un consortium de sociétés de pêche, de firmes de génie océanique, de sociétés de fabrication et de firmes de génie-conseil, a conclu récemment un accord de coentreprise avec le gouvernement chinois pour effectuer

des relevés cartographiques marins. Le travail sera effectué au moyen d'une technologie élaborée à Terre-Neuve par Geo-Resources Inc.

## OBSERVATIONS

**Gouvernement provincial :** Le gouvernement provincial vient de rendre public un livre blanc relatif à un projet de loi visant la promotion de la diversification économique et de la croissance des entreprises. En vertu de ce programme, les nouvelles entreprises et les entreprises actuelles qui effectuent des agrandissements pourront recevoir plusieurs encouragements nouveaux. Pour être admissibles, les projets doivent totaliser un investissement minimum de 500 000 \$, produire des ventes additionnelles d'un million de dollars et créer au moins dix emplois à plein temps. Pendant dix ans, ces entreprises profiteront d'une exemption fiscale complète de l'impôt provincial sur le revenu, des cotisations sociales et de la taxe de vente provinciale au détail. Après une période de dix ans, l'impôt sera rétabli progressivement pendant les cinq années suivantes. Les municipalités auront le droit d'accorder des exemptions d'impôt foncier et de taxe d'affaires sur la même base.

Un encouragement à la productivité de 2 000 \$ par emploi sera fourni pour chacune des cinq premières années d'exploitation. En vertu d'un encouragement relatif aux relations de travail, les conventions collectives entre les sociétés et les syndicats doivent porter sur des périodes d'au moins cinq ans. Aucune grève et aucun lock-out ne sont permis. Les conventions doivent contenir des dispositions sur l'application de pratiques progressives en

matière de travail. Les salaires et les augmentations de salaire sont prévus pour la durée de la convention et les augmentations ne peuvent être supérieures au taux de croissance de l'IPC : le règlement des différends doit se faire sans arrêt de travail. Une société et un syndicat peuvent convenir que les dispositions de la loi relatives aux relations de travail ne s'appliquent pas. Les sociétés pourront louer les terres publiques dont elles ont besoin en contrepartie d'un montant d'un dollar. Le gouvernement provincial nommera une personne qui aidera l'entreprise à obtenir les permis, les licences, l'autorisation d'utiliser des terres publiques et les autres autorisations nécessaires.

**Programme national d'infrastructures :** Les responsables de la Newfoundland and Labrador Construction Association (NLCA) et de la Newfoundland and Labrador Roadbuilders Association (NLRA) ont fait connaître leurs préoccupations au sujet du Programme national d'infrastructures. Ils estiment que le Programme entraînera peu de dépenses additionnelles en construction et en projets routiers dans la province d'ici la fin de l'année. Les projets ayant été annoncés tellement tard dans la saison de la construction, certains d'entre eux ne pourront être réalisés cette année. De plus, ils craignent que les coupures du gouvernement provincial dans les dépenses sur les infrastructures municipales annulent en partie les effets du Programme. Selon le président de la NLCA, même si 75 millions de dollars seront dépensés dans le cadre du Programme cette année, ses retombées nettes ne seront que de 35 millions de dollars. De son côté, le président de la NLRA estime que les dépenses totales sur les projet routiers cette année ne dépasseront pas les niveaux des années antérieures.



## SASKATCHEWAN RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS ÉTÉ 1994

### VUE D'ENSEMBLE

Un regain de confiance publique s'est manifesté à l'égard de la Saskatchewan dans les douze derniers mois, un climat d'optimisme qui semble alimenté par la performance des indicateurs économiques de la province. Le produit intérieur brut (PIB) réel devrait augmenter de 2,1 p. 100 en 1994 et de 2,5 p. 100 en 1995. Les perspectives d'une bonne production et d'une récolte de meilleure qualité, alliées à la prévision de prix fermes pour le blé et le canola, contribuent à stimuler l'optimisme. La politique budgétaire de la province a également permis de rassurer les résidents de la Saskatchewan et les investisseurs étrangers.



### INDICATEURS

Certains signes précurseurs laissent croire à une stabilisation de la population. La population de la Saskatchewan était de 1 001 600 résidents au dernier trimestre de 1993, soit la même qu'au même trimestre en 1992. Les diminutions passées étaient la conséquence d'une forte émigration, mais l'amélioration des perspectives d'emploi devrait freiner ce phénomène.

Un total de 3 800 emplois ont été perdus entre mai 1993 et mai 1994, la plupart dans l'agriculture. Des gains ont cependant été

réalisés dans la fabrication, le commerce au détail, le commerce en gros, les transports, les communications et d'autres services publics. Le taux de chômage était peu élevé et s'établissait à 7,0 p. 100 en mai 1994. Selon les prévisions, le taux de chômage moyen devrait s'établir à 7,2 p. 100 cette année, puis diminuer à 6,8 p. 100 en 1995. Les exportations de la Saskatchewan sont en baisse dans le domaine des matières fabriquées non comestibles, mais elles affichent des gains dans les aliments, les céréales fourragères, les boissons, les matières brutes non comestibles, les produits et les échanges commerciaux spéciaux. Globalement, les exportations affichent une croissance de 4,7 p. 100 par rapport à la même période l'an dernier.

La province suit la voie qu'elle s'est tracée à l'égard de l'abolition du déficit budgétaire. Elle vise un budget équilibré en 1996-1997 après avoir connu un déficit de 1,3 milliard de dollars en 1991. L'objectif à plus long terme est de réaliser un surplus budgétaire qui permettra à la province de réduire sa dette tout en stimulant l'économie dans des secteurs prioritaires. Cette orientation positive a créé une forte demande d'obligations de la Saskatchewan, comme l'ont montré récemment les marchés financiers américains qui ont acheté un total de 300 millions de dollars d'obligations d'une durée de 10 ans et d'un rendement de 8 p. 100 au cours des deux premières heures d'ouverture de la bourse. Un

montant additionnel de 100 millions de ces obligations a été offert et celles-ci se sont vendues rapidement.

La Saskatchewan avait enregistré environ 694 faillites à la fin de mai 1994, comparativement à 973 au même mois l'an dernier.

Le tourisme a joué un rôle important dans l'économie de la Saskatchewan. Les demandes de renseignements ont été en hausse de 14,3 p. 100 durant les douze mois terminés en mai 1994 et les entrées cumulées montraient une augmentation de 14,8 p. 100 à la fin de mars 1994.

## CLIMAT

La confiance publique à l'égard de l'économie de la Saskatchewan s'est améliorée, selon une enquête effectuée par Canwest Opinion Research Group Ltd. Les citoyens devaient indiquer s'ils croyaient que l'économie de la province s'était améliorée, en était au même point ou s'était détériorée par rapport à la même période l'an dernier. D'après les résultats, la moitié des personnes qui s'étaient montrées les plus négatives dans une enquête précédente (septembre 1992) ont maintenant une opinion plus positive. En outre, 22,5 p. 100 des personnes interrogées ont dit croire que l'économie s'améliorera, 5,3 p. 100, qu'elle restera au même point et 21,8 p. 100, qu'elle se détériorera.

Les perspectives d'affaires semblent également plus prometteuses en 1994 qu'en 1993. Selon une enquête récente de la Chambre de commerce de la Saskatchewan, 70 p. 100 des membres envisagent l'avenir avec optimisme, alors que cette opinion était partagée par 61 p. 100 d'entre eux dans l'enquête de 1993. Bien que 70 p. 100 des gens d'affaires s'attendent à ce que le taux d'emploi demeure stationnaire en 1994, 50 p. 100 des répondants prévoient des hausses du volume et du montant des ventes cette année, et plus de la moitié pensent majorer les salaires.

Les ventes au détail avaient été très bonnes en 1993, mais les ventes cumulées cette année continuent de dépasser celles de 1993. Cette situation semble traduire le regain de confiance des consommateurs.

## PRINCIPAUX SECTEURS

### Ressources

Une croissance réelle de 0,3 p. 100 est prévue dans le domaine de l'agriculture cette année, étant donné les conditions moyennes qui devraient prévaloir pour les grandes cultures. La situation actuelle sur le marché des céréales et des oléagineux incite à l'optimisme et permet d'entrevoir une amélioration des revenus agricoles par suite des cours relativement élevés prévus pour le blé et le canola de première qualité. Il est supposé que les producteurs augmenteront les superficies consacrées à ces cultures.

Le marché des bovins accuse un important recul attribuable aux conditions existantes en Amérique du Nord. Ainsi, le prix des bouvillons gras a chuté à 0,60 \$ US la livre, alors qu'il était de 0,77 \$ US en avril. Ce marché devrait se redresser à l'automne.

La société Cameco a reçu d'Ottawa une approbation conditionnelle pour l'expansion des activités à la mine d'uranium de Rabbit Lake. L'exploitation d'autres gisements est également prévue. Durant la période de janvier à mars 1994, les ventes d'uranium ont augmenté de 63,9 p. 100 par rapport à la même période l'an dernier.

L'usine de valorisation de Lloydminster, en exploitation depuis 1992, connaît des difficultés financières et a dû mettre à pied plus de 100 travailleurs récemment. Le gouvernement fédéral et les gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan ont fourni une grande partie de la mise de fond de 1,6 milliard de dollars et refusent maintenant d'engager d'autres fonds. Bien que l'effet conjugué des prix élevés du pétrole lourd et des prix faibles du pétrole léger ait réduit les

bénéfices de l'usine pratiquement à néant, Husky Oil, le partenaire privé, croit dans la rentabilité à long terme de l'usine de Lloydminster.

À Regina, une nouvelle injection de 275 millions de dollars a été consentie à l'usine de traitement New Grade par le gouvernement fédéral, la province et les coopératives fédérées afin de réduire les coûts du service de la dette et d'établir des conditions favorisant la rentabilité du projet.

La production pétrolière continue de croître en Saskatchewan, grâce aux améliorations technologiques comme les techniques de forage horizontal.

### **Fabrication**

Les expéditions manufacturières ont augmenté de 22,3 p. 100 en mars par rapport au même mois l'an dernier, l'élan semblant provenir surtout des aliments, de la machinerie et des produits chimiques. Selon les prévisions du Conference Board du Canada, la croissance du PIB réel du secteur de la fabrication devrait atteindre 4,4 p. 100 en 1994 et de nouveau en 1995. Des hausses sont prévues cette année dans le traitement de la farine et des pâtes alimentaires, ainsi que dans le secteur des céréales fourragères. Le secteur manufacturier recevra sans doute un coup de pouce additionnel avec le démarrage du programme d'infrastructures et l'augmentation de la demande de matériaux de construction qui en résultera.

### **Construction**

Mettant un terme à deux années décevantes, la construction devrait croître de 5,6 p. 100 en 1994 et de 4,8 p. 100 en 1995. La variation par rapport à l'année précédente montre, pour la période de janvier à mars 1994, une progression de 146 p. 100 de la valeur des permis de construction institutionnels et gouvernementaux et de 102,8 p. 100 de la valeur des permis industriels.

La SCHL prédit une forte croissance des mises en chantier résidentielles en 1994 pourvu que les taux d'intérêt restent faibles et que l'économie et la confiance des consommateurs continuent de s'améliorer comme prévu. Cependant, les taux d'intérêt élevés qui ont eu cours récemment et la faiblesse relative du marché du travail pourraient empêcher la réalisation de cette prévision.

À moyen terme, le Programme national d'infrastructures constituera le principal facteur de stimulation dans le secteur de la construction. L'apport, pour la Saskatchewan, s'élèvera à 173,1 millions de dollars. La part du lion ira à la construction et à la réfection des routes, ainsi qu'à la construction et à l'entretien de ponts, de systèmes d'égoûts et d'usines de traitement des eaux.

## **OBSERVATIONS**

### **Financement de la petite entreprise**

Les coopératives de crédit de la Saskatchewan font état d'une augmentation des prêts consentis aux petites et aux moyennes entreprises ces dernières années. Ces prêts s'élèvent à 400 millions de dollars, une hausse de 18,7 p. 100 sur une période de quatre ans.

### **Fabrication de produits en métal**

Ce secteur connaît une bonne année; les ventes sont à la hausse et l'avenir s'annonce prometteur à moyen terme. Les producteurs agricoles, aux prises avec une conjoncture difficile, ont conservé leur matériel le plus longtemps possible et le moment est maintenant venu de le remplacer ou d'effectuer des réparations majeures.

### **Tourisme**

Au cours des quatre premiers mois de 1994, le ministère du Tourisme de la Saskatchewan a reçu 7,3 p. 100 de plus de demandes de renseignements qu'au cours de la même période l'an dernier. Au Saskatchewan, les

revenus tirés du secteur du tourisme s'élèvent à 890 millions de dollars. En 1993, ce secteur a créé 800 emplois à Saskatoon seulement, selon les données de Tourism Saskatoon. Environ 38 400 personnes occupent un poste à plein temps ou à temps partiel dans ce secteur. Le secteur du tourisme englobe les restaurants où les ventes se sont accrues de 8,4 p. 100 en 1993, la deuxième plus forte hausse au Canada.

#### **Ventes au détail et croissance de l'emploi**

En Saskatchewan, les ventes au détail étaient de 6,3 p. 100 plus élevées en février 1994 qu'au même mois en 1993, tandis que la hausse était de 8,6 p. 100 pour les ventes en gros. Février marquait le quinzième mois consécutif de progression des ventes au détail, et celle-ci commence à avoir une incidence sur l'emploi.

#### **Diamants**

Une ruée vers les diamants se déroule en Saskatchewan. Le ministre de l'Énergie de la province prévoit que les entreprises de prospection tripleront leurs dépenses qui atteindront ainsi 18 millions de dollars cette année. Quelque 3 500 concessions ont été enregistrées. L'exploration est concentrée dans la région de Fort-à-la-Corne, au nord et à l'est de Prince-Albert et à proximité de Val-Marie, dans le Sud-Ouest.

#### **Biotechnologie**

Le secteur de la biotechnologie de la Saskatchewan semble afficher l'expansion la plus rapide au Canada. Le premier ministre a déclaré que la Saskatchewan est le haut lieu de la biotechnologie agricole au Canada et qu'elle compte parmi les cinq seuls endroits au monde reconnus par les Nations unies comme des centres internationaux de recherche en agriculture.





## QUEBEC PROVINCIAL INDUSTRIAL INTELLIGENCE REPORT SUMMER 1994

### OVERVIEW

Over recent months, Quebec's economic recovery has been consolidated and is now more broad-based. Whereas in 1993, economic expansion was essentially dependent on exports, the latest figures show us rising consumer demand, a factor that has been absent until very recently. Moreover, according to the information gathered from Quebec manufacturers, the rise in interest rates that occurred this spring does not seem to have had any significant impact on business activities. However, despite certain advances recorded early in the year, the job situation has changed little over the last three months. Finally, failing major setbacks, the development of the advanced economic indicators shows that the situation should continue to improve in the months to come.

### INDICATORS

The economic figures for recent months have been very encouraging. In the first place, constant-dollar provincial GDP (Quebec's GDP shrunk by the implicit Canadian price index) increased at an annual rate of 5.2% in the first quarter and is now 3.7% higher than it was a year ago.

As in past quarters, Quebec's international exports (in current \$) contributed to this economic growth and reached a value of

\$12.5 billion in the first four months of 1994 as compared with \$9.1 billion during the four preceding months.

Beyond the growth in exports, the provincial economic accounts report a real increase of over 9% (annual rate) in personal consumer spending in the first quarter of 1994. This is the biggest quarterly rise in personal expenditures recorded since early 1991. This consumer rebound comes just at the right time,

given the significant shrinkage in current public expenditures for goods and services and the public investment in fixed capital noted during the same period.

This growth in consumer expenditures is confirmed by the development of other indicators, especially retail sales, where the

seasonally adjusted value during the first five months of 1994 is 4% higher than the preceding five months. A number of factors loom behind this consumer rebound. In the first place, households are more confident of their personal situations, as shown by the progress of the Conference Board's Quebec home confidence index, which increased from 87 in the second quarter of last year to 110 in the first quarter of this year. With their confidence coming back, Quebecers have made certain purchases (cars, home appliances and furniture) that had been deferred.

These purchases were stimulated by the early mailing of Revenue Canada's tax refund cheques this year and perhaps also (if we use



the data compiled by the Quebec Department of Industry, Trade, Science and Technology, available up to the final quarter of 1993) by a drop in their savings rate and a rise in their indebtedness ratio. Reductions in personal taxes and QST on goods announced in the last provincial budget will also help to lend some stimulus to consumer spending during the months to come.

On the industrial side, we note a 9.9% increase in factory deliveries between January and May 1994 relative to the same period in the preceding year. According to a compilation by the journal *Les Affaires*, eleven of the twelve sectors covered saw improved profitability in the first quarter of 1994. This is the highest level for at least 11 quarters. We also note that the percentage of the number of businesses in Quebec (this figure is based on the number of payroll deduction accounts or PD accounts) continues to rise. In fact, this series, that has been falling since mid-1990, began to recover in the final quarter of last year. There was a 2% increase in the number of PD accounts from the third quarter of 1993 to the second quarter of 1994. This increase in the number of employers was accompanied by a 5% drop in the number of commercial bankruptcies recorded in Quebec for the period from January to May 1994 as compared with 1993.

Another indicator of improvement in the economic situation, housing starts in Quebec's large urban centres, continued to rise by 40% from the fourth quarter of 1993 to the last quarter of 1994 (seasonally-adjusted figures). However, the rise in interest rates has probably had an effect on the real estate market for new housing, since a drop is noted in June, with the number of starts at 29,800 units as compared with 36,000 in April and May.

The downside involves recent developments in employment. Seasonally-adjusted employment rose by only 2,000 positions in Quebec during June, and the total is a mere 6,000 new jobs for the April-June period. Yet the fact remains that there has been a net gain of

63,000 jobs (not seasonally-adjusted) in Quebec as compared with June 1993. Moreover, in spite of the fact that Statistics Canada's seasonally-adjusted help-wanted index declined in May and June of this year, its current level (96 in June 1994) is still much higher than it was last year (average of 91). Also, the city job prospects survey carried out by Manpower Temporary Services shows that more and more employers in the cities of Montreal, Quebec and Sherbrooke are planning to hire additional personnel. In Montreal, for example, the percentage of employers surveyed stating that they will be hiring additional personnel during the third quarter of this year is 18% as compared with only 5% in the first quarter. In Quebec City, this percentage rose from 13% in the first quarter to 24% in the third quarter.

Finally, we note that the precursor index of the development of the Quebec economy published by the *Mouvement Desjardins* showed a fresh increase in May, which bodes well for economic growth in the second half of the year.

## MOOD

The employer community is optimistic: at least, this is what comes out of a survey done in late June by the *Conseil du patronat du Québec* (CPQ). Some 43% of employers surveyed feel that general economic conditions in Quebec are good or very good and 40% expect these conditions to improve in the coming months. This is the highest percentage of "optimists" in the past four years. On the other hand, 49% of respondents find Quebec's current economic situation only fair. Employers are concerned about the unstable political situation and three quarters of them feel that Quebec's political situation is going to deteriorate over the coming months.

The CPQ survey also reveals what employers feel should be the priorities for government action. For the federal government, these priorities should be:

- reducing the deficit;

- controlling public expenditures; and
- controlling interest rates.

For the provincial government:

- reducing the deficit and expenditure; and
- reducing individual taxes.

Commenting on these findings, the CPQ's president indicated that the ideal level for the Canadian dollar would be around 78 cents U.S.

On May 12, 1994, Quebec's Finance Minister published the provincial budget. This budget is characterized by a reduction in individual taxes that will cost the government close to \$½ billion in 1994-95. The level of provincial sales tax (QST) on merchandise was also cut from 8% to 6.5%, while the sales tax on services was raised from 4% to 6.5%. The budget also contains severe constraints on public expenditures.

Reactions to the budget were mixed. Business associations welcomed the tax cuts and the standardizing of QST levels, but voiced strong dissatisfaction with the level of the provincial deficit, which is much higher than forecast last year (almost \$4.9 billion).

According to surveys, a majority were preparing to vote for the Parti Québécois and 43.6% for the Liberal Party. A high percentage of respondents stated that they would like to see a change of government in the coming election and are dissatisfied with the performance of the current Prime Minister of Quebec, Mr. Daniel Johnson. An overwhelming majority feel that the problem of employment is the most important matter, far ahead of health, government debt, education, relations between Quebec and the rest of Canada, and manpower training.

## KEY SECTORS

### Resource industries

Plants for processing lumber or panels are seeing exceptional productivity, and numerous

projects, such as building added seasoning capacity and the construction of new plants (e.g., Uniforêt in Port-Cartier and Stone-Consol in Haute Mauricie), are mentioned. Prices remain excellent for these products, given U.S. demand. One of the biggest hardwood lumber companies states that it is so hard to meet the American demand that some foreign orders, particularly from Germany, have to be turned down. This company (along with others in the sector) is continuing modernization work as much as possible, but indicates that it is very costly to close a plant for alterations. It is hoped that these modernizations and alterations will enable firms to meet European demand in the event of a slowdown in the North American market.

Manufacturers of lumber-mill equipment report delivery times of 8 to 12 months. Companies in the panel sector have current or upcoming projects to an amount of over \$125 million. All companies contacted feel that the current value of the Canadian dollar is excellent for their needs. Rising interest rates have not slowed demand and have meant only slight increases in financing costs. Financing itself poses no problem.

For pulp and paper producers, the year 1994 will mark the end of their four-year martyrdom, and the efforts of some Quebec paper-makers are starting to bear fruit. Following a program of rationalization that has been going on for three years, certain Domtar plants have seen productivity increases in person-hours ranging from 6% to 12%, while the capacity utilization rate is at 99%. Moreover, the price of pulp has risen on two occasions over the last year. The price of newsprint has firmed up since the month of March, and most operators should resume profitability, if this has not already been done, by the end of the year. Only two plants have not yet confirmed that they would respect the environmental regulations for 1995, which is encouraging when one thinks that the oldest plants in the country are found in Quebec. The \$600 million investment needed to meet the new environmental standards will be obtained in part by offering shares. Since

1992, forest industries, including pulp and paper producers, have issued \$3.1 billion in shares, debentures and units.

### **Garment industry**

The Quebec garment industry is more and more conscious of the limitations of the Canadian market (currently stagnant) and the importance of developing foreign markets. Companies that develop their own niches, middle- and top-of-the-line quality fashion products, are being the most successful. However, some businesses are taking their opportunities where they occur. For example, one company is thinking of creating a bottom-of-the-line range of clothing under another label to sell to Wal-Mart. The depreciation of the Canadian dollar has helped and is still helping the most dynamic companies to export, and they report increased overtime and hiring. On the other hand, the rising cost of imported inputs (fabrics, etc.) is penalizing firms that do not export. In addition, the weakness of the dollar and the need to deliver the goods as speedily as possible have prompted certain top-of-the-line clothing makers to bring some of their production that was being done in Asia back to Quebec. Other companies point out that the fashion sector is more recognized and valued by the provincial than by the federal government. As evidence of this recognition, they cite the new design credit introduced in the last provincial budget. Some firms also mention that the rise in interest rates will be prejudicial to investment in this sector and the purchase of fabrics abroad.

### **Transportation**

Activity is intense in all groups in the land transportation sector. In the automotive field, General Motors is running at full capacity in Ste-Thérèse, and the same is true for the heavy truck makers, including Kenworth. The prosperity of the big assembly plants benefits their subcontractors, especially those involved in stamping, polymer components and painting. Bombardier, whose three divisions are among the major players in the land transportation sector, is also doing very well,

which again benefits its many subcontractors. A number of these have begun investing in diversification. For example, a company that was making seats for recreational vehicles (Ski-Doos and Sea-Doos) is getting involved in making seats for rail cars.

Among companies in the aeronautical sector, the perception is that the worst is over and a gradual recovery has begun. A number of problems persist, however. For companies exporting little but obliged to buy raw material in the United States (plastics, for example), the low value of the Canadian dollar is a disaster. Another factor is that prime contractors are regularly finding suppliers abroad who can compete with their local subcontractors. What is more, these prime contractors have an increasing tendency to reduce the number of subcontractors. Finally, protectionism is still very present in the United States and Europe, which handicaps the export efforts of Quebec small business in this sector.

### **Construction**

The prospects for the construction sector are greatly improving, especially in the field of non-residential construction. According to the Quebec Construction Board, engineering projects under the infrastructure program, the start of work on the SM-3 hydro-electric dam and the opening of a number of large-scale sites (Montreal Forum, the ICAO building, École des Hautes Études Commerciales, the Quebec Convention Centre) will mean a significant increase in the number of worker hours. The QCB also forecasts 37,000 housing units to be built in 1994, a 9% increase over the preceding year. Some analysts, however, are predicting that the rise in interest rates in the critical spring period might invalidate these forecasts, especially the ones involving starts in the residential sector.

The dynamic expansion of the American economy is benefiting companies in the machinery sector, but domestic demand remains unstable. Firms contacted are concerned about the rise in interest rates. The rise has not had too much impact so far, but

additional increases would be seen as disastrous for the industry. This sector is the one voicing the greatest fears about political instability in Quebec and the potential trade barriers that might arise in the event of Quebec's seceding from Confederation. Firms also deplore the conservatism of financial institutions, particularly with regard to small businesses seeking financing.

The electrical and energy products industry cites rising profits and productivity. In spite of some shut-down notices (Westinghouse in St-Jean-sur-Richelieu), a recovery of investment for plant modernizations is being seen, though at the same time there is continuing reduction of unskilled jobs in this industry. The firms contacted indicate that if there is an eventual hiring rebound, it would not be a massive one and would benefit only skilled workers. They also indicate that the current value of the dollar is satisfactory. Moreover, the psychological floor beyond which the impact of a weak dollar could become negative seems to be around \$0.70 American for this industry. Another development in this sector is the formation in Spring 1994 of the GrapÉlec Group to maintain cooperation in this sector and propose structuring projects. This initiative is part of the Quebec government's industrial strategy.

### **High-technology industries**

Businesses in the telecommunications sector continue to be gold mines. As an example, Harris Farinon (telecom by microwave) reports a sales figure of \$85 million for the 93-94 period, an increase of \$60 million over the preceding financial year. This figure could reach \$100 million next year. Some firms mention that the R&D tax credits and the weak Canadian dollar are important selling points when competing for projects with the company's U.S. head office. One firm apparently pointed out that these factors mean getting the equivalent of three units of production in Quebec for the price of two units in the United States.

The pharmaceutical and medical products industry is having some problems at the present time: very significant cuts in the budgets of health institutions and the number of products reimbursed by the Quebec Health Insurance Plan, a drop in American orders for medical equipment with the impact of the Stark Amendment preventing health professionals from opening specialized clinics, and the uncertainty fostered by Clinton's reforms and interprovincial barriers. In the case of interprovincial barriers, the retaliatory action taken against Quebec by the Ontario government in December have had an almost immediate impact on the sales of Quebec firms in this province's health sector. All is not gloomy in this sector, however. For example, at least one pharmaceutical company (e.g. Merck Frosst) is thinking of making "generic" copies of its original medications where the patents have expired. Other firms in the pharmaceutical field, such as Phoenix International (clinical research), expect to hire about one hundred more employees in Quebec by the end of the year, but they point out that the delays in getting approval from the authorities for doing a clinical study in Canada (twice as long as in the U.S.) are prejudicial to the expansion of these activities in our country.

In the environmental sector, operations have held the line in recent months. However, according to Enviro-Access (a new federal environmental technology advancement centre located in Sherbrooke), there is a lot of optimism in the business community and they are contemplating numerous medium-term projects. Exports from this sector are still limited: firms are inadequately prepared and relatively new; they have limited knowledge of foreign markets — these are some of the factors that explain this situation. Firms that do export are satisfied with the current value of the Canadian dollar but aware that this factor could not mask the need for companies to develop medium-term growth strategies. Also mentioned is the Quebec government's intention of creating a new corporation to give official weight to the environmental industrial cluster. The community is concerned about

the type of relations that will exist between Enviro-Access and the new corporation, with some already seeing a fresh example of federal-provincial redundancy.

### Service industries

For the owners of Quebec's 4,000 corner stores and small groceries, the February cut of 55% in cigarette taxes and the curb on smuggling had an immediate impact on their operations. The fact is that the sale of tobacco products accounts for almost one-third of the turnover in these businesses and is also a loss leader that results in the sale of other in-store items. When tobacco smuggling was reduced, the crowds came back and, according to information published in the journal *Les Affaires*, several corner-store chains are now talking about resuming the expansion of their operations (at a virtual standstill since 1990) and increasing employment. The Food Retailers Association estimates that tobacco smuggling brought about the closing of 600 retail stores and the disappearance of 10,000 jobs in the summer of 1993. The situation is also improving for the biggest firms. For example, Sears Canada's decision to offer 24-hour catalogue shopping resulted in the creation of 270 new jobs at the Saint-Laurent order centre. The formula of specialized superstores continues to gain followers in Quebec: the Rona-Dismat group opened its first building-materials warehouse store in the Montreal area this spring, and *Aventure Électronique* has indicated that it will be opening two or three more superstores by the end of the year. The arrival of these types of businesses results in a very visible surge in competition. For example, the opening of the Rona-Dismat warehouse store was very soon met by the publication of big advertisements by its main competitor (*Réno-Dépôt*) in Montreal's daily newspapers, comparing the prices of numerous products sold by both chains.

The tourist season is shaping up marvellously for the summer of 1994. For example, the Montreal hotel occupancy rate was exceptionally high in April and May,

7.2% and 8.8% higher than in 1993. These are the best rates for three years. Room rates have also been rising since the month of February (e.g., \$1.11 higher in May compared with the same month last year). In the regions, the Sherbrooke Area Economic Development Corporation reports a 10% increase in hotel occupancy. The number of package rates and group tours is also rising. Finally, the *Hôtelleries Champêtre* group states that nearly one quarter of its member establishments are making or have made additions or renovations. This association also reports longer stays, with the average rising from 2.5 to 3.5 person-nights, and the fact that consumers notice the provincial sales tax on services more since it went from 4% to 6.5% in the last provincial budget.

### OBSERVATIONS

According to a study by the Caisse de Dépôt et de Placement, Quebec has profited more than Canada has from the Canada/United States Free Trade Agreement. Quebec exports of products for which tariffs have been liberalized rose by 43.3% in the 1988-1992 period as compared with 33.4% for Canada as a whole. Canadian imports from the United States for these same products rose by 28.4%, while Quebec imports went up only by 3.4%. Thus, Quebec saw its commercial surplus in liberalized products reach \$6.5 billion in 1992 compared with \$2.9 billion four years earlier. According to the study, the slow rise of Quebec imports of liberalized products would be partly due to the recession.

According to the most recent (1993) data of the Labour Market Research and Statistical Centre (attached to the Quebec Department of Labour), Quebec's public-sector employees have enjoyed an overall hourly rate of remuneration (hourly wage + benefits and employer contributions for public plans) 11.9% higher than the private sector for comparable jobs. This difference obviously varies depending on the type of job surveyed. According to this study, employees of the large municipalities generally earn 25% more than in the private sector. On the whole, the

overall hourly rate of remuneration for federal government employees is only 2% higher than in the private sector. Certain groups, especially engineers working for the Quebec government, have argued that the study is not representative.

According to a study by the Price Waterhouse firm, and taking into account welfare recipients deemed able to work (620,000), the real rate of unemployment in Quebec comes to 26%.

According to an estimate by the Mouvement Desjardins, unemployment cost the Quebec economy \$30.76 billion in 1993. This estimate was arrived at by using an Okun rule that specifies the connection between the degree of tension on the labour market (discrepancy between the observed rate of unemployment and full employment) and that on the market for goods and services (discrepancy between observed GDP and potential GDP). The calculations were made with a full-employment unemployment rate of only 3.5%.

Prepared by Philippe Aubé  
Analysis, Policies and Innovation



# ONTARIO RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS ÉTÉ 1994

## VUE D'ENSEMBLE

Au cours du deuxième trimestre de 1994, l'économie de l'Ontario a progressé à un rythme plus modéré que celui qui avait prévalu durant les six mois précédents. La croissance réelle du PIB devrait cependant s'établir autour de 3,5 p. 100 en 1994, en hausse par rapport au taux de 2,4 p. 100 de 1993. L'activité économique devrait se rétablir complètement et amorcer la phase d'expansion au cours du deuxième trimestre de l'année, lorsque la production dépassera les niveaux inégalés depuis le troisième trimestre de 1989.

L'élan provient en partie d'une amélioration de la demande des consommateurs. Les ventes au détail ont bénéficié de l'effet combiné de la modeste création d'emplois, d'une demande refoulée

et d'autres bonnes nouvelles économiques. Les inquiétudes au sujet des taux d'intérêt et la fragilité de la confiance des consommateurs incitent toutefois les détaillants à faire preuve de la plus grande prudence dans leurs prévisions à moyen terme. Bien que les exportations continuent de croître, dominées par les expéditions de bois, d'acier, de produits chimiques, de produits automobiles, de machinerie et d'équipement, le rythme, lui, est plutôt modéré.

La construction résidentielle est, à peu de choses près, encore stagnante, tandis que la construction non résidentielle et les dépenses gouvernementales sont en régression. Les effets du programme fédéral-provincial d'infrastructures devraient bientôt se faire sentir dans le secteur de la construction non résidentielle.

## INDICATEURS

Les principaux indicateurs renforcent la perception d'un assainissement général de l'économie. L'indice de l'offre d'emploi s'établissait à 97 en juin (1991 = 100), en hausse de 11 p. 100 sur l'année et de 2 p. 100 sur le mois. Le nombre d'assistés sociaux en Ontario a diminué en juin pour un troisième mois consécutif, le recul atteignant 1,7 p. 100 par rapport au sommet de mars. Même

amélioration du côté des demandes d'assurance-chômage enregistrées en Ontario. En mai, celles-ci étaient en baisse de 11 p. 100 sur 12 mois. Une agence de placement temporaire signale une hausse considérable de son chiffre d'affaires, en particulier dans le sud-ouest de l'Ontario. Les travailleurs de la production et des systèmes d'information

sont en forte demande, principalement parmi les PME. Peu d'embauchages à des postes permanents à plein temps sont effectués cependant par les clients, ce qui indique que les entreprises hésitent encore à augmenter leurs effectifs à plein temps.

Les nouvelles sont également favorables sur le plan de la conjoncture. Durant les cinq premiers mois de 1994, les faillites personnelles et commerciales ont baissé de 8,6 p. 100 et de 18,2 p. 100 respectivement, par rapport à la même période l'an dernier. La demande d'énergie est à la hausse, les données, corrigées par Hydro-Ontario pour tenir compte des conditions climatiques, faisant état d'une augmentation de 0,5 p. 100 durant le premier semestre de 1994 par rapport à la même période de 1993.





Les expéditions manufacturières de l'Ontario sont également en hausse, soit 6,0 p. 100 pour les cinq premiers mois de 1994 comparativement à la période équivalente en 1993.

Une ombre obscurcit néanmoins ce tableau encourageant, soit la décevante performance du marché immobilier où les ventes de maisons neuves ont été ralenties par le temps froid en début d'année et la montée des taux d'intérêt. La SCHL prévoit un léger redressement par rapport aux 45 140 mises en chantier de 1993, mais elle a révisé ses prévisions à la baisse, sous la barre des 50 000.

Le rythme modeste, mais régulier, de la reprise se reflète dans les règlements salariaux. Durant le premier trimestre, les 131 ententes signées en Ontario représentent une progression salariale moyenne nulle. Les hausses salariales les plus élevées ont été enregistrées dans le domaine des produits électriques et du matériel de transport (2,5 p. 100), et la plus forte baisse, dans le commerce au détail (-4,0 p. 100).

## CLIMAT

Les milieux d'affaires affichent un optimisme inégalé depuis 1979, selon l'indice de confiance du Conference Board du Canada. Un plus grand nombre de gens d'affaires croient que la situation financière de leur entreprise s'améliorera au cours des six prochains mois et que le temps est propice à l'investissement. Selon l'enquête de juin du Conference Board, un sommet national de 53,1 p. 100 des entreprises comptent investir en Ontario. Le plus grand enthousiasme continue de se manifester dans les secteurs de l'économie fortement axés sur les exportations ou étroitement liés au secteur de l'automobile.

Certains signes révèlent une attitude nouvelle chez les consommateurs, ce qui laisse entrevoir des jours meilleurs pour les

entreprises axées sur les dépenses de consommation. D'après l'enquête Décima de juillet, 33 p. 100 des Ontariens ont dit planifier un achat important d'ici six mois, soit une hausse de 3 p. 100 sur mars et de 6 p. 100 sur décembre 1993. Autre point encourageant, l'enquête Décima a révélé que les Ontariens perçoivent une amélioration de l'économie. Ainsi, par rapport aux résultats de l'an dernier, ceux qui caractérisent l'économie comme «médiocre» sont passés de 48 à 30 p. 100, tandis que ceux qui la décrivent comme «bonne» ont augmenté de 11 à 16 p. 100.

## PRINCIPAUX SECTEURS

### A. Transformation des ressources

La bonne performance du secteur des aliments et boissons se maintient. La seule préoccupation qui subsiste a trait aux répercussions des mesures commerciales américaines visant le blé canadien. Pour le reste, les prix des produits de base sont bons, en général, et les exportations de l'Ontario ont progressé de 14,8 p. 100 à 1,15 milliard de dollars durant les quatre premiers mois de 1994 par rapport à ce même trimestre en 1993. Le secteur des produits du bois en plein essor, bénéficie de la conjoncture créée par la faiblesse de la devise canadienne, les problèmes d'approvisionnement aux États-Unis et en Colombie-Britannique et la croissance des marchés autres que nord-américains. Les investissements et la création d'emploi vont bon train présentement dans les usines de panneaux ontariennes, et de nouvelles installations sont en construction à Bancroft et Kenora. Après trois ans de difficultés, le sous-secteur des pâtes et papiers redevient rentable grâce au redressement des prix. Toutefois, les projets d'immobilisations sont limités aux investissements nécessaires pour respecter la réglementation environnementale, car ce sous-secteur souffre d'une surcapacité et une rationalisation à long terme est prévue.

Les hausses récentes des prix du cuivre et du nickel ont amélioré les perspectives du secteur des minerais de l'Ontario. La production de cuivre, comme celles de l'or et des métaux précieux, est de nouveau rentable tandis que la production de nickel a atteint le seuil de rentabilité. Le zinc n'est pas sorti du marasme. Les perspectives à long terme pour ces minéraux dépendent du rétablissement de la demande en Europe de l'Est qui permettrait d'absorber la capacité excédentaire que la Russie écoule actuellement à très bas prix sur les marchés internationaux. Dans le sous-secteur de l'acier, la demande dépasse l'offre, ce qui oblige les industries à contingerer certains types de production, surtout pour les clients du secteur automobile. Les fabricants de produits métalliques font état d'une croissance, en particulier dans les produits tréfilés, l'outillage et les éléments de charpente métallique.

Exception faite du sous-secteur des matières plastiques et des résines synthétiques, qui a bénéficié de la vigueur des marchés d'exportation et du dynamisme du secteur de l'automobile, le secteur des produits chimiques remonte lentement la pente. Étant donné que 39 et 27 p. 100, respectivement, de la production sont destinées aux emballages et à la construction, le raffermissement devrait s'accroître à mesure que la reprise se généralisera.

Le développement à long terme de ce secteur a fait l'objet de mesures énergiques prises par l'industrie et le gouvernement. Le 18 mai 1994, une stratégie relative aux matières plastiques a été annoncée, prévoyant la création d'un centre de recherches en technologies des plastiques de 22 millions de dollars axé sur les besoins des entreprises, une intensification de la formation dans des installations spécialisées du Humber College et la mise sur pied d'un centre de 13 millions de dollars consacré aux recherches sur le recyclage des plastiques.

## B. Fabrication

Les conditions demeurent favorables dans le secteur de l'automobile. Le rythme de la production de véhicules a ralenti quelque peu par rapport à mars et à avril, mais les modèles canadiens ont encore du succès sur le marché, notamment les mini-fourgonnettes Ford Windstar et Chrysler (l'usine de Bramalea a ajouté une troisième équipe et autorise les heures supplémentaires). L'accélération de la production des Lumina, Monte Carlo et Buick Regal aux usines de montage GM à Oshawa se déroule comme prévu. D'importants investissements sont attendus prochainement. Par exemple, le projet de modernisation de l'usine de camions Ford en Ontario se concrétise, la société ayant annoncé la construction d'un nouvel atelier de peinture au coût de 400 millions de dollars. Chrysler a déclaré que l'usine de Windsor serait la source principale de mini-fourgonnettes NS dont la production commencera en 1995, et des négociations sont en cours avec Industrie Canada afin d'amener au pays quatre importants projets de R-D. L'usine de moteurs de Toyota à Cambridge devrait être mise en service dans 18 mois et la capacité a été augmentée à 85 000 véhicules par année. L'usine Honda Alliston a été désignée pour la production d'une voiture destinée aux marchés du Brésil et de Taïwan et d'une autre pour le marché canadien, ce qui portera la production annuelle à 120 000 voitures en 1997, une hausse de 20 p. 100.

Les ventes de pièces d'automobile se maintiennent, quoiqu'une proportion croissante des activités des fabricants de systèmes soit concentrée chez les grandes entreprises de pièces qui peuvent assurer la conception en plus de la fabrication. La plupart de ces fournisseurs fonctionnent presque à pleine capacité, mais attendent la signature de nouveaux contrats avec les fabricants de systèmes pour justifier de nouveaux investissements importants. Les ventes intérieures sont stables sur le marché des pièces de rechange. Les entreprises misent sur

les exportations pour stimuler la croissance des ventes et des bénéfices. L'abandon progressif de la fabrication des composants par les géants de l'automobile nord-américains se poursuit, comme en témoignent le désinvestissement de Chrysler dans la Canadian Fabricated Products à Stratford et celui de la GM dans l'usine d'essieux de St. Catharines. La forte valeur du yen crée certains débouchés pour les fabricants canadiens de pièces auprès des entreprises transplantées.

Les entreprises d'outils, de matrices et de mouleurs, de machines et de biens d'équipement font de très bonnes affaires, entraînées par la forte demande étrangère et le dynamisme du secteur automobile. La plupart des entreprises se réjouissent de l'épaisseur de leur carnet de commandes et des excellentes perspectives suscitées par leurs clients industriels qui cherchent à améliorer la qualité et à automatiser davantage leur processus de fabrication afin d'accroître leur compétitivité. De nombreuses entreprises embauchent des travailleurs, mais certaines vont même jusqu'à marauder les employés des concurrents à cause de la pénurie d'ouvriers qualifiés. D'importants investissements sont également effectués par les nombreuses entreprises qui veulent prendre de l'expansion et font, à cette fin, l'acquisition de nouveau matériel de fabrication et d'équipement technique.

La demande de matériel de production d'électricité ne s'est pas raffermie dans les pays industrialisés, mais de bonnes possibilités existent dans les pays en développement. Nombre des grands fabricants qui ont décroché des contrats sur les marchés internationaux ont des carnets de commande bien remplis. Ceux qui sont davantage axés sur les services publics intérieurs et Hydro-Ontario, en particulier, se ressentent de la rationalisation entreprise par cette société d'État. Certains projets de production indépendante d'électricité ont été mis en chantier et d'autres sont prévus. Dans le sous-secteur des autres produits électriques, les machines de bureau et de magasin ont constitué une source importante de croissance,

compensant les effets de la faible demande d'appareils ménagers et de communications.

La reprise tarde encore dans les secteurs axés sur la consommation, surtout lorsque le principal marché est le marché intérieur. Aux prises avec le problème d'une demande, le sous-secteur des vêtements qui a été durement touché par la récession et obligé de restructurer la vente au détail doit en plus composer avec des complications de marchandisage. Le sous-secteur du meuble signale un affaissement de la demande résidentielle, après une brève remontée plus tôt cette année. Il semble que les détaillants canadiens ne sont pas encore au bout de leurs peines et qu'ils soient devenus très exigeants vis-à-vis de leurs fournisseurs. Les exportations et les ventes de mobilier de bureau ont aidé l'industrie à se maintenir et offrent un certain potentiel de croissance. Le sous-secteur du meuble, comme la plupart des industries axées sur les biens de consommation, déplore les difficultés d'accès au crédit des institutions financières.

### C. Technologie de pointe

Ce segment de l'économie compte parmi les plus dynamiques. Les domaines du logiciel, de la biotechnologie et des appareils médicaux regroupent de nombreuses petites entreprises axées sur les exportations, largement tributaires de la R-D et souvent aux prises avec des difficultés de financement. Les banquiers canadiens ne semblent pas toujours capables de traiter avec ces industries du savoir naissantes, ces dernières devant ainsi souvent rechercher des capitaux aux États-Unis. Sur le plan de la fiscalité, les principaux problèmes sont l'impossibilité de déduire les dépenses en R-D durant les exercices déficitaires - des années de mise au point et d'essais réglementaires sont parfois nécessaires avant qu'un produit puisse être mis en marché - et l'inadmissibilité des crédits d'impôt lorsqu'une entreprise a recours à des émissions d'actions pour obtenir des fonds. Ces entreprises ont en outre des difficultés à

recruter et à conserver des employés compétents afin de soutenir l'expansion de leurs affaires, un problème des plus cruciaux. En dépit de ces difficultés, les chefs de file de ces domaines continuent d'afficher des gains annuels spectaculaires.

Le secteur du matériel informatique se porte également très bien. La qualité de la production et le coût compétitif de la main-d'oeuvre ont valu aux entreprises ontariennes de décrocher plusieurs mandats de production internationaux. Sur le marché des ordinateurs personnels, la baisse des prix et la convivialité et l'utilité plus grandes de ces appareils ont provoqué un nouvel essor des ventes aux consommateurs nord-américains, un rebondissement de 25 p. 100 pour l'année en cours. Le fléchissement des coûts des composants a ouvert de nouveaux débouchés. La chute prévue de 30 p. 100 du prix des écrans à cristaux liquides et à transistors en couches minces, par exemple, entraînera une expansion importante du marché des ordinateurs portatifs avec ou sans clavier. Par ailleurs, pour demeurer compétitifs, les fabricants des composants électroniques devront continuer de comprimer leurs coûts et d'améliorer leur productivité.

Le sous-secteur des télécommunications connaît une croissance soutenue, en particulier dans le domaine du développement des logiciels de télécommunications. La R-D revêt une importance capitale pour ces entreprises dont les efforts, à ce titre, représentent 20 p. 100 des dépenses de R-D globales des entreprises canadiennes. Les principaux problèmes, dans ce domaine, sont la pénurie de personnel qualifié et, parmi les segments plus anciens, la nécessité de se restructurer autour de produits non basés sur les télécommunications par câble métallique conventionnel. Quant à «l'autoroute de l'information», certaines observations laissent entendre que nombre des membres de ce sous-secteur n'ont pas une idée précise du rôle qu'ils peuvent y jouer à l'égard de ce concept

et des possibilités commerciales qui peuvent y être rattachées.

Les revenus de l'industrie aérospatiale ont fléchi entre 1991 et 1993, mais ce segment de l'économie ontarienne n'en représente pas moins un total de 3 milliards de dollars de ventes et 20 000 emplois. Quelque 75 p. 100 de sa production est destinée à l'exportation et il est l'un des seuls segments du secteur des technologies à afficher excédent commercial. Comme le marché civil compte pour 70 p. 100 de sa production, principalement l'électronique de bord et les cellules, il est moins vulnérable aux compressions des dépenses militaires et aux exigences restrictives étrangères en matière d'approvisionnement. Par ailleurs, les perspectives sont favorables pour l'aviation civile, puisqu'on s'attend à une croissance de 5 p. 100 annuellement du trafic aérien et à ce que de nombreux transporteurs remplacent leurs appareils. D'autres possibilités existent également dans les communications par satellites ainsi que la réparation et la révision.

Dans les autres segments, les entreprises du domaine de l'environnement signalent une croissance supérieure à la moyenne, atteignant 5 à 7 p. 100. Nombre d'entre elles engagent du personnel dans le domaine de l'ingénierie et de la commercialisation. L'exportation offre de bons débouchés, pourvu qu'un effort plus concerté puisse être déployé en Chine et dans les pays de l'ANASE. En Ontario, les entreprises de technologies de l'environnement souffrent, en général, d'une insuffisance de capital, car leur domaine est mal compris des directeurs de banque. Ailleurs, la forte hausse de la demande de composants d'ordinateurs personnels, de réseaux locaux de télécommunications, de matériel multimédia et de sous-systèmes automobiles a été favorable aux fabricants d'instruments, en particulier les fabricants de matériel de contrôle automatique. La croissance, dans ce domaine, devrait atteindre les 18 p. 100.

#### D. Services

Les preuves d'une remontée du secteur du détail s'accroissent. Un grand magasin à rayons signale une hausse des ventes de 8 p. 100 durant le premier trimestre, une amélioration de la performance dans la région à la traîne du Toronto métropolitain et une augmentation des ventes dans la plupart des gammes de produits. Il est fréquemment question de consommateurs américains qui font le voyage à Toronto pour regarnir leur garde-robe afin de profiter des meilleurs prix et d'un plus grand choix. Les concessionnaires d'automobiles, les détaillants en alimentation et en marchandises diverses ont amélioré leur volume de ventes, la seule note vraiment discordante provenant de l'ameublement. Malgré tout, le commerce au détail continue la restructuration qui lui a été imposée par la faiblesse tenace des dépenses à la consommation et les pressions supplémentaires occasionnées par la venue au Canada d'importants détaillants spécialisés américains. Les données de la première partie de 1994, les données sur le commerce au détail montrent peu d'amélioration par rapport à 1993 sur le plan des faillites. En effet, la valeur des dettes atteint presque le double de celles de l'an passé et représentent le cinquième de toutes les pertes enregistrées en Ontario.

L'industrie de l'accueil connaît une excellente année en 1994. La faiblesse du dollar canadien incite les Canadiens à passer leurs vacances au pays et attire les Américains en grand nombre qui profitent de leur pouvoir d'achat accru. Dans les principaux sites touristiques de l'Ontario, la hausse générale du nombre de visiteurs atteint jusqu'à 25 p. 100 par rapport à l'an dernier. Toutes les régions de la province semblent en bénéficier, mais le Toronto métropolitain et le centre-ouest de l'Ontario, notamment la région de Niagara, exercent un attrait particulièrement grand. L'industrie se ressent encore du fardeau des dettes accumulées pendant les récentes années de performance médiocre, comme en témoignent les faillites aussi nombreuses qu'en 1993 dans

les domaines de la restauration et de l'hébergement.

Dans le secteur des services, le segment le plus éprouvé est certes celui de la construction. Bien qu'une amélioration marginale se soit manifestée dans la construction résidentielle, surtout dans les maisons unifamiliales isolées, la montée des taux d'intérêt et du coût des matériaux de construction ont pour effet d'entraver la reprise. La construction non résidentielle est toujours aussi déprimée. Les domaines institutionnel et gouvernemental ont été particulièrement faibles durant la première partie de l'année, mais le Programme canado-ontarien d'infrastructures devrait procurer une aide bien nécessaire à ce secteur. C'est le calme plat du côté de la construction commerciale, et seule la construction industrielle reflète l'amélioration de l'économie. Le nombre des chômeurs et des faillites est encore élevé dans ce secteur.

Les tendances observées dans le bulletin du printemps au sein du secteur ontarien des services financiers prévalent encore. Les institutions financières s'emploient à améliorer les relations avec les clients et à s'adapter aux nouvelles entreprises du secteur des technologies de pointe de même qu'à la restructuration de leur propre secteur. Les services aux entreprises progressent en réponse aux occasions offertes par les marchés d'exportation et le besoin d'assurer des gammes de services plus complètes. Les petites entreprises de services établies continuent d'éprouver des difficultés parce que des entreprises récemment déplacées de leur marché habituel leur ravissent souvent des contrats en présentant des offres moins élevées. Sur le marché intérieur, il existe une bonne demande de services de consultation dans les domaines des finances et des télécommunications et la situation s'améliore du côté du secteur manufacturier. Les gouvernements exercent des pressions sur ce secteur pour le convaincre d'adopter le processus de gestion de projets basé sur la

conception-construction et le processus d'adjudication, mais le secteur se montre récalcitrant. Les ingénieurs miniers font de bonnes affaires en Amérique du Sud, «heureux d'être soustraits aux obstacles politiques et environnementaux qui leur sont opposés au Canada». Une proportion importante, soit 40 p. 100, des architectes seraient sans travail ou sous-utilisés.

## OBSERVATIONS

- Selon une enquête Décima, le taux de satisfaction des Ontariens à l'endroit du gouvernement fédéral a progressé légèrement à 55 p. 100, en hausse de cinq points depuis le premier trimestre de 1994. Les inquiétudes au sujet de la situation de l'emploi se sont atténuées un peu, mais ce problème demeure la principale préoccupation, et ce par une large marge. Les questions relatives au gouvernement et aux taxes occupent une place moins importante dans l'esprit des Ontariens. Ces temps-ci, ils sont davantage préoccupés par les perspectives d'une prochaine élection au Québec et d'un référendum possible sur l'unité nationale.
- Dans une année plutôt creuse en matière de négociations collectives en Ontario, le mois d'août fera exception par le nombre considérable de travailleurs dont la convention viendra alors à échéance. Quelque 80 000 enseignants du primaire, du secondaire et du collégial seront du nombre, ainsi que les 1 600 employés de la Falconbridge. En septembre, 4 000 camionneurs auront le droit de faire la grève.
- La vigueur de la demande américaine a permis aux industries du bois et des métaux primaires d'augmenter les prix demandés à leurs clients intérieurs. Dans le domaine de l'acier, par exemple, les fournisseurs cherchent à obtenir des majorations représentant 10 à 20 p. 100. De nombreuses entreprises ontariennes se plaignent que ces coûts de production additionnels compriment leurs marges, car elles ne peuvent les transmettre aux clients étant donné la faiblesse actuelle du marché de la consommation et la concurrence croissante sur le marché mondial.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Ian Gibson, Bureau régional de l'Ontario, Industrie Canada  
(416) 973-5045



## **NOUVELLE-ÉCOSSE** **RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS** **ÉTÉ 1994**

### **VUE D'ENSEMBLE**

Les projections officielles sur la croissance de l'économie de la Nouvelle-Écosse sont très modestes (0,9 p. 100 pour 1994) comparativement au taux de croissance prévu pour le pays (3 p. 100). L'emploi augmente mais le taux d'activité demeure stable; les livraisons manufacturières se sont accrues et on assiste à une poussée des mises en chantier. Cependant, les exportations et les ventes au détail sont à la baisse.

### **INDICATEURS**

La croissance de l'emploi a été très impressionnante à Halifax; en juin, le ratio emploi-population était de 63,3 p. 100, le sixième sur les 25 régions métropolitaines du Canada. Selon Manpower Temporary Services, les perspectives d'embauche dans la région de Halifax sont très bonnes jusqu'en septembre; en effet, 30 p. 100 des employeurs interrogés ont déclaré qu'ils prévoient embaucher d'autres employés et 13 p. 100 d'entre eux ont souligné qu'ils réduiraient leur personnel. Il y a trois mois, 16 p. 100 des employeurs déclaraient avoir l'intention d'embaucher du personnel et 27 p. 100 d'entre eux envisageaient des réductions de personnel.

La Nouvelle-Écosse continue à essuyer des pertes nettes dans le domaine de la migration interprovinciale. Malgré cela, le rythme des pertes diminue. En effet, en 1993-1994, la

province a perdu quelque 1 000 citoyens, comparativement à plus de 2 000 pendant l'exercice précédent.

Au cours du premier semestre de 1994, le nombre de nouvelles entreprises inscrites en Nouvelle-Écosse a augmenté de 12,4 p. 100 par rapport à la même période en 1993. Deux cent neuf faillites d'entreprises ont été déclarées de janvier à mai 1994, une baisse de 30 p. 100 comparativement à la même période en 1993; 23 p. 100 des faillites ont eu lieu dans le commerce de détail et 17 p. 100 dans la construction.

Les sociétés de la Nouvelle-Écosse se tournent de plus en plus vers la qualité et la productivité. Quatorze sociétés ont obtenu l'accréditation ISO 9000, comparativement à cinq il y a un an, et quelque 35 sociétés sont engagées dans ce processus.

L'intérêt à l'égard de l'échange des données informatisées (EDI) est aussi à la hausse. Le nombre de membres de Nouvelle-Écosse dans le Conseil canadien de l'échange électronique de données (EDDIC) a progressé de 50 p. 100 au cours de l'année dernière. Cependant, le nombre de membres de l'EDDIC en provenance de la région de l'Atlantique (26) demeure très faible comparativement à celui des autres parties du Canada. Les fournisseurs de réseaux à valeur ajoutée - qui effectuent les installations - signalent une nette augmentation de l'activité dans le commerce et les



transports, par suite du projet EDI au port de Halifax, et dans le secteur de l'alimentation (qui pourrait entraîner une utilisation massive).

Les recherches technologiques effectuées par l'Office de la propriété intellectuelle du Canada pour les inventeurs et les petites entreprises de la Nouvelle-Écosse ont augmenté de 23 p. 100 en 1993-1994, et de 25 p. 100 au premier semestre de 1994-1995. Même si les nombres absolus sont élevés, ce qui montre une forte activité en matière d'innovation, cela témoigne aussi d'une pénurie d'agents des brevets (pouvant dispenser les clients d'effectuer des recherches) dans la région de l'Atlantique. Au cours de l'année dernière, le nombre de membres de la Nova Scotia Inventors Society est passé de 25 à 55.

Selon un sondage récent de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), les banques refusent des prêts aux entreprises petites et nouvelles à un rythme record. En Nouvelle-Écosse, 12,8 p. 100 des entreprises interrogées ont essuyé un refus des institutions financières de leur région. D'après le sondage, quelque 30 000 entreprises de la région de l'Atlantique n'ont pas réussi à obtenir les prêts qu'elles avaient demandés au cours de l'année précédente.

## **CLIMAT**

Dans la région de l'Atlantique, la FCEI a enregistré une croissance record du nombre de ses membres au cours des dernières années et un changement incroyable d'attitude, particulièrement chez les jeunes qui considèrent le travail indépendant comme une option valable.

Certains observateurs du milieu des affaires décrivent le climat général comme étant modérément optimiste. Nombre d'entre eux estiment que le pire est passé; d'autres en sont moins sûrs. La confiance des consommateurs en Nouvelle-Écosse, selon l'évaluation faite par Corporate Research Associates en 1994, a régressé de 11 p. 100 depuis le dernier

trimestre et elle est la plus faible de la région de l'Atlantique. Cette tendance suit de près le déclin de la satisfaction du public à l'égard du gouvernement provincial.

Corporate Research Associates signale aussi un appui public solide à l'égard de nouvelles approches en ce qui a trait au chômage et à l'aide sociale. En effet, la plupart des citoyens de la Nouvelle-Écosse sont fortement (52 p. 100) ou plutôt (33 p. 100) d'accord avec des mesures exigeant des prestataires de l'assurance-chômage ou de l'aide sociale qu'ils participent à des activités de recyclage ou à du travail bénévole. Sept répondants sur dix sont en faveur d'une modification fondamentale de la façon dont les prestations d'assurance-chômage et l'aide aux chômeurs sont fournies aux Canadiens en chômage.

## **PRINCIPAUX SECTEURS**

### **Fabrication**

Les livraisons manufacturières en avril ont augmenté de 9,4 p. 100 comparativement à avril 1993 et les livraisons en 1994 dépassent de 6,9 p. 100 celles de la même période en 1993. Au niveau national, les augmentations équivalentes étaient respectivement de 8 p. 100 et de 6 p. 100.

Plusieurs membres de la division de Nouvelle-Écosse de l'Association des manufacturiers canadiens ont accru récemment leurs cotisations (qui sont liées au chiffre d'affaires), alors que d'autres ont rappelé du personnel qu'ils avaient mis à pied; quelques entreprises membres agrandissent leurs usines.

M&M Manufacturing augmente régulièrement ses effectifs et prévoit devoir embaucher 200 personnes de plus d'ici la fin septembre afin de terminer d'importants travaux de sous-traitance pour le projet Hibernia. Intertape Polymer Group Inc. effectue une expansion de 15,6 millions de dollars qui devrait ajouter 45 emplois à l'effectif de la société. Volvo a embauché 40 personnes de plus afin de fabriquer un plus grand nombre de véhicules



s'élevait à 17 p. 100. Le marché des réunions et des congrès a affiché de bons résultats en mai et en juin dans les trois principales villes de la province (Saint John, Moncton et Fredericton). Les réservations pour les circuits en autocar sont plus nombreuses qu'à la même date l'an dernier et le taux d'annulation est en baisse. Le Congrès mondial acadien prendra son envol au mois d'août et devrait attirer des touristes des Maritimes, du Québec, de France, de Nouvelle-Angleterre et de Louisiane.

Les **industries de la construction** poursuivent leur rationalisation et, bien que certaines s'en tirent plutôt bien, les conséquences de l'importante réduction des dépenses publiques est de mauvais augure à plus long terme. Le directeur administratif de l'Association de la construction soutient que seules les entreprises capables de prévoir et de limiter leurs coûts pourront survivre. Le gouvernement provincial continuera de promouvoir le partenariat entre les secteurs public et privé afin de favoriser la mise en oeuvre d'importants projets d'immobilisations. L'Association de la construction du Nouveau-Brunswick n'est pas satisfaite de la participation de la province au projet de construction du pont dans le détroit de Northumberland - les travaux qui reviennent aux sociétés du Nouveau-Brunswick ne répondent pas jusqu'à maintenant aux attentes; un réseau d'approvisionnement mondial et des délais très serrés influencent le promoteur.

**Transformation des ressources :** Le secteur des **pâtes et papiers** a été très durement touché ces dernières années. Pourtant, malgré une baisse des prix du papier journal, les usines fonctionnent à 97 p. 100 de leur capacité. On s'attend à ce que le prix atteigne 500 \$ US d'ici la fin de l'année, contre 425 \$ US en 1992. Il semble que toutes les usines de pâtes et papiers de la région de l'Atlantique respecteront la réglementation environnementale avant l'échéance du 31 décembre 1995. Tout indique que ce

secteur est sur le point de changer de cap. On s'attend à ce que la société Stone Container (Canada) Inc. rouvre d'ici six mois l'usine qu'elle avait fermée il y a deux ans. Elle envisage de moderniser son matériel afin de fabriquer de la pâte de meilleure qualité destinée à la production de papier d'écriture et d'impression.

Selon l'expert-conseil Jaako-Poyry, les industries du papier journal et de la pâte commerciale des provinces de l'Atlantique devraient mieux se positionner dans le marché nord-américain en raison de la hausse des prix du bois dans d'autres régions, des taux de change favorables et des prix relativement stables du bois dans l'est du Canada.

On prévoit ouvrir à Chatham une nouvelle usine de panneaux à copeaux orientés (ancienne usine Norbord). Ce projet mis de l'avant par trois associés, soit un promoteur américain, MacMillan-Bloedel et une société micmac-malécites, devrait créer plus de 125 emplois d'ici 1996.

Dans le secteur du **bois d'oeuvre**, les scieries demeurent assez actives et les prix sont stables.

La pêche au crabe et au homard a été rentable. Les revenus tirés du crabe sont les plus élevés depuis cinq ans en raison de deux facteurs principaux : la réduction des contingents de crabe en Alaska a forcé le marché à se tourner vers le crabe des neiges de l'Atlantique et, comme le Japon est notre principal marché, la hausse de 15 p. 100 du taux de change du yen a profité aux pêcheurs du Nouveau-Brunswick. Les prix du homard restent élevés, tout comme les stocks. Si cette situation persiste, certains restaurateurs menacent de ne plus offrir de plats de homard à leur menu.

**Technologie de pointe :** Dans le domaine des **appareils médicaux et des produits de santé**, certaines petites entreprises réussissent très bien. Un fabricant, qui a mis au point un

appareil de décongélation de plasma sanguin, a actuellement un carnet de commandes qui dépasse sa production de l'année dernière. Whirlteq vient tout juste de terminer l'installation de 10 ascenseurs à l'Université Brown de Providence (Rhode Island) en deux semaines, alors qu'il faut en moyenne une semaine pour installer un ascenseur. Diagnostic Chemicals, gagnant du trophée or dans le cadre des Prix Canada pour l'excellence en affaires (catégorie petites entreprises), réalisera cette année un chiffre d'affaires de plus de 10 millions de dollars, dont 82 p. 100 sur le marché américain.

Le secteur du **logiciel** continue de se préparer en vue du salon Softworld 1994 qui se tiendra du 25 au 29 septembre 1994 à Fredericton. Cette conférence internationale qui s'adresse aux professionnels sera sans doute la plus imposante jamais organisée. Cette foire commerciale à l'intention des acheteurs, accueillera, outre une liste très impressionnante de conférenciers renommés, les chefs de file de l'industrie, notamment Andersen Consulting, IBM, SHL Systemhouse, Unisys, Unitel et DMR Group. Les acheteurs y viendront des quatre coins du monde, notamment du Bangladesh, de Hong Kong, de l'Inde, du Japon, de la République populaire de Chine, de Corée du Sud et d'Afrique du Sud, en plus des États-Unis et de l'Europe.

NBTel a annoncé un investissement de 300 millions de dollars et la création de 150 emplois en vue de la mise en place d'un nouveau **réseau de communications multi-média**. Celui-ci permettra d'offrir notamment des services bancaires, d'enseignement, d'achat à domicile et de diagnostic médical. Les clients accéderont à ces services au moyen de leur téléviseur ou de leur micro-ordinateur.

## OBSERVATIONS

Un exploitant du secteur touristique situé dans la péninsule acadienne affirme que les Québécois ont commencé à arriver beaucoup plus tôt, et il s'attend à une très bonne année. « En règle générale, les deux premières semaines de juillet sont les moins occupées de l'été », déclare un autre exploitant de Grand-Sault. « Cette année, c'était déjà complet le 1<sup>er</sup> juillet. Je n'ai pas vu cela depuis longtemps. »

Le projet de construction du pont dans le détroit de Northumberland se déroule comme prévu; certains travaux préliminaires sont en cours à l'Île-du-Prince-Édouard, notamment la construction de piles près des côtes, de jetées et d'approches. Au Nouveau-Brunswick, on a entrepris la construction des approches. Environ 200 personnes travaillent sur le chantier de Borden et 100, sur celui de Bayfield. On prévoit terminer la construction des approches et commencer la fabrication des piles et des travées en octobre.

On a signé dernièrement un accord de coopération sur le commerce international dans la région de l'Atlantique. L'entente de trois ans, d'une valeur de trois millions de dollars, a pour objet d'optimiser la coordination régionale à l'échelle des provinces de l'Atlantique et de regrouper les ressources limitées afin de mieux organiser les activités commerciales.

La question de l'abolition des subventions au transport dans la région de l'Atlantique, pouvant entraîner la perte de 100 millions de dollars, inquiète les entreprises régionales ainsi que les transporteurs. Max Cator de l'Association des produits forestiers du Nouveau-Brunswick soutient que la plupart des entreprises de sciage et de pâtes et papiers ont fini par accepter l'élimination des subventions intrarégionales et une certaine diminution des subventions interrégionales. Il en résultera éventuellement une baisse du nombre de

Fisheries Resource Development Limited a mis au point une nouvelle technologie pour rentabiliser l'aquaculture à grande échelle des pétoncles et a entrepris la production commerciale de la première station aquacole d'envergure de Nouvelle-Écosse produisant des pétoncles. Ce projet de cinq millions de dollars emploie maintenant 15 personnes et ce nombre devrait passer à entre 40 et 50 d'ici trois ans.

Le secteur du bois d'oeuvre et des panneaux profite encore d'une forte demande; selon le dirigeant d'une association, tous les membres sont très occupés et les affaires sont bonnes. Plusieurs usines améliorent leur technologie et investissent dans du matériel de transformation à valeur ajoutée.

Bowater a mis en vente 20 p. 100 de ses terrains (160 000 acres) et il semble qu'un consortium local soit intéressé. Maritime Paper Products a annoncé une augmentation de 9,5 p. 100 du prix de ses produits à compter du 8 août; cette augmentation pourrait indiquer une amélioration des marchés pour les produits du papier.

## OBSERVATIONS

Voici un commentaire d'un observateur du secteur privé : «Avec tous les examens en cours (science et technologie, petites entreprises, programmes sociaux, défense, etc.), la seule activité intéressante à notre époque semble justement être celle de l'examen.»

Dans le cadre des consultations qui ont mené à l'élaboration du présent rapport, un certain nombre de questions de politique publique ont surgi :

- . Les propriétaires de scieries s'inquiètent de la baisse de l'approvisionnement en bois de sciage qui pourrait entraîner la fermeture de scieries et la fin de l'accord de coopération sur le développement forestier, qui accordait des fonds pour la sylviculture.
- . Les fabricants de plusieurs secteurs se sont déclarés inquiets au sujet de l'élimination possible des subventions au transport.
- . Les exploitants du secteur touristique cherchent à améliorer l'accès aérien à la Nouvelle-Écosse et soulignent la nécessité de revoir la TPS et les méthodes actuelles qui permettent aux touristes d'obtenir des remboursements.
- . Les producteurs de logiciels et les entreprises de services spécialisés en environnement aimeraient que les gouvernements encouragent plus les entreprises locales.
- . Les entreprises spécialisées dans l'environnement aimeraient que la réglementation et les normes favorisent la croissance et l'innovation dans leur secteur.



## NOUVEAU-BRUNSWICK RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS ÉTÉ 1994

### VUE D'ENSEMBLE

Selon la plupart des indicateurs, l'économie du Nouveau-Brunswick continue d'afficher une croissance modeste. La progression des exportations dans les principaux secteurs, soit l'exploitation forestière, la pêche, l'exploitation minière, l'agriculture et le tourisme, contribue à améliorer les résultats dans la plupart des secteurs économiques, notamment dans le secteur de la fabrication et celui des services.

Malgré une activité intense en matière de construction routière, le domaine de la construction industrielle se limite surtout au projet du pont enjambant le détroit de Northumberland. Le commerce de détail demeure en hausse par rapport à l'année précédente (jusqu'à la fin d'avril). En raison de la faiblesse du dollar canadien, les achats outre-frontière ont atteint leur plus bas niveau depuis six ans. La confiance des consommateurs, quoique supérieure à celle des habitants des autres provinces de l'Atlantique, est ébranlée par la hausse des taux d'intérêt provoquée par l'incertitude qui règne au Québec, la diminution du revenu net et le taux de chômage élevé. Néanmoins, l'attitude positive du Premier ministre du Nouveau-Brunswick, le budget relativement facile du printemps dernier et les récents investissements dans le secteur des télécommunications ont contribué à créer un climat très favorable aux entreprises, surtout dans le sud-est de la province.



### INDICATEURS

- Le chiffre d'affaires des restaurants du Nouveau-Brunswick a augmenté de 5,9 p. 100 entre janvier et avril par rapport à la même période de 1993.
- Les traversiers de Marine Atlantique Inc. avaient effectué à la fin de juin 1 176 voyages additionnels entre Cap-Tourmentin (N.-B.) et Borden (Î.-P.-É.). Le trafic commercial a progressé de 25 p. 100 par rapport aux six premiers mois de 1993. Cette hausse est surtout attribuable au transport de gravier dans le cadre du projet de construction du pont dans le détroit.
- En juin, le taux de chômage désaisonnalisé de la province a reculé de 0,9 point pour atteindre 12,4 p. 100, en hausse de 0,2 point par rapport à juin 1993. (Le taux de chômage à l'échelle canadienne était de 10,3 p. 100.) Chez les jeunes âgés de 15 à 24 ans, le taux de chômage s'élevait à 19,6 p. 100, en baisse de 1,6 point comparativement à juin 1993.
- En mai dernier, 23 entreprises ont fait faillite, ce qui porte le total à 97 cette année. L'an dernier, on avait enregistré 17 faillites au mois de mai et 92 au cours des cinq premiers mois. Le commerce de détail (27) et les entreprises de construction (16) ont été les plus durement touchés en 1994.
- L'indice des prix à la consommation était en hausse de 0,2 point par rapport à mai 1993.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté le plus (2,5 points), alors que le logement a baissé de 0,5 point. Au Canada, l'IPC a aussi reculé de 0,2 point en mai par rapport à l'année précédente.

- Selon la Société du port de Saint John, le tonnage de fret a augmenté de près de 4 p. 100 par rapport à l'année dernière, grâce à une hausse du transport de potasse, de sel et de produits pétroliers. Le trafic de conteneurs vers l'Amérique latine, le transport de conteneurs et de marchandises diverses par la Saudi Line vers le Moyen-Orient et l'Extrême-Orient ainsi qu'un nouveau service vers l'Afrique viennent s'ajouter aux activités du port de Saint John.

## CLIMAT

Selon un sondage réalisé par la société Corporate Research Associates (CRA), l'indice de confiance des consommateurs demeure le plus élevé des provinces de l'Atlantique, malgré une légère baisse depuis février. Il est en hausse à Moncton et il devrait progresser encore, car la Banque Royale a annoncé récemment la construction d'un centre d'appel qui créera 500 emplois.

Une grande banque à charte soutient que l'activité dans le domaine des prêts hypothécaires a connu une hausse importante cette année, grâce à la baisse des taux d'intérêt au cours des premiers mois de 1994. Au chapitre des prêts personnels en vue de l'achat de biens durables et d'automobiles, la demande accumulée est peu à peu satisfaite, mais seulement après que les consommateurs ont examiné les coûts d'entretien de leurs biens durables actuels. Le porte-parole de la banque affirme que, malgré une légère hausse, le resserrement des revenus des consommateurs influe sur leurs décisions en matière d'achats. Celles-ci se prennent désormais en fonction du coût, qui est devenu le principal critère.

La BFD fait état d'un nombre particulièrement élevé de demandes de renseignements et d'activités de prêt et de services-conseils dans le sud-est du Nouveau-Brunswick, en dépit de la hausse des taux d'intérêt au cours du dernier trimestre. Cette région accapare la plus grande partie des activités de la BFD dans les provinces de l'Atlantique.

## PRINCIPAUX SECTEURS

**Fabrication :** Selon le vice-président de l'Association des manufacturiers canadiens (AMC) pour le Nouveau-Brunswick, l'économie donne des signes évidents de santé et de reprise. On remarque, par exemple, que de nombreuses entreprises d'usinage des métaux ont beaucoup à faire et que d'autres présentent des soumissions en vue de réaliser d'importants travaux dans le cadre du projet de construction dans le détroit de Northumberland. Le rendement croissant des secteurs d'exploitation des ressources continue d'être de bon augure pour les fabricants oeuvrant dans des domaines connexes.

L'assemblée de l'AMC de juin dernier qui portait sur l'abolition des subventions au transport ferroviaire a attiré 150 personnes. Une trentaine de fabricants qui dépendent des subventions se disent très préoccupés par cette question. L'AMC tiendra des réunions afin de mieux déterminer et préciser les répercussions de la diminution ou de l'abolition des subventions. Le vice-président de l'AMC pour le Nouveau-Brunswick soupçonne que nombre de fabricants, qui ne sont pas encore au courant des subventions accordées aux transporteurs, seront touchés.

**Services :** Dans le secteur du tourisme, la faiblesse du dollar canadien encourage les Canadiens à rester chez eux et attire les touristes américains. L'industrie s'attend donc à une excellente année. Le nombre de visiteurs au parc national Fundy a augmenté de 40 p. 100 en mai dernier par rapport à mai 1993. En juin, l'accroissement sur 12 mois

de la série 900, dont les ventes ont été très bonnes au Canada.

Le chantier naval Pictou Industries Ltd. a fermé ses portes (il semble que la province pourrait mettre les installations en veilleuse en attendant de nouveaux acheteurs) et Ultramar pourrait fermer la raffinerie d'Eastern Passage s'il ne trouve pas d'acheteur.

### Technologie

Les entreprises du secteur des océans axées sur le marché international signalent que la recherche et le développement permettent de décrocher de nouveaux contrats. Même si certaines entreprises font des coupures, d'autres prennent de l'expansion et déclarent que les commandes pour l'automne (traditionnellement une saison calme) sont bonnes.

Les sociétés du secteur des technologies de l'information lancent de nouveaux produits et développent de nouveaux marchés; les responsables évaluent et entreprennent d'autres étapes pour accroître l'efficacité et réduire les coûts. L'embauche est modeste, composée surtout de personnel spécialisé comme des ingénieurs en électronique. Quelques entreprises songent à ramener certaines activités des États-Unis vers le Canada.

Des représentants de l'industrie, des universités et des milieux de la recherche ont formé la Telecommunications Applications Research Alliance (TARA) pour effectuer des activités conjointes de recherche, développement et commercialisation dans le domaine des télécommunications.

Les entreprises locales de biotechnologie et des soins de santé se tournent vers les États-Unis à la recherche de débouchés. Plusieurs sociétés prévoient accroître leurs efforts en commercialisation par l'établissement de services de commercialisation internes. D'autres sociétés explorent la possibilité

d'accords conjoints d'achat et de commercialisation.

Miles Laboratories et la Croix-Rouge canadienne ont confirmé que Bedford accueillerait une nouvelle usine de fractionnement du sang, d'une valeur de 150 millions de dollars, qui devrait employer jusqu'à 400 personnes. Bedford espère attirer d'autres entreprises semblables.

Efamol Research Inc. de Kentville vient de terminer, au coût de 5 millions de dollars, l'expansion de ses installations; elle prévoit faire passer le nombre de ses employés de 55 actuellement à entre 80 et 100 d'ici cinq ans.

### Services

Les succursales locales de grandes firmes nationales de consultation en technologies de l'information (DMR Group Inc. et SHL Systemhouse Inc.) viennent d'obtenir de nouveaux contrats et accroissent leurs activités à Halifax. L'Atlantic Computer Institute, de Halifax, ouvre une succursale à Ottawa et prévoit établir des franchises ailleurs au Canada.

Les firmes locales de logiciels entretiennent de bons espoirs, mais elles estiment que le marché local est difficile. Les grandes sociétés et le gouvernement n'ont pas encouragé ou stimulé activement l'utilisation de produits locaux en technologie de l'information pour les grands projets.

Les sociétés sont de plus en plus tournées vers les marchés internationaux, effectuant des investissements dans la commercialisation et le développement des exportations et cherchant à créer des partenariats, chez nous et à l'étranger.

Les entreprises spécialisées en environnement sont généralement optimistes, même si la faiblesse de l'économie renforce la concurrence; certaines des firmes qui se limitent au marché local ont procédé à des

mises à pied. Pour ce qui est des nouveaux produits et du développement des marchés, les sociétés semblent se diriger vers des alliances stratégiques, des co-entreprises et des acquisitions (locales). Les préoccupations du public à l'égard de l'environnement - particulièrement au sujet de la qualité de l'air - alimentent une forte croissance pour certaines entreprises du marché local.

Berger Group, une des plus grandes firmes de consultants du monde, a ouvert une filiale canadienne à Halifax. Berger espère travailler à divers contrats de privatisation.

Un programme d'encouragement de l'industrie cinématographique présenté dans le budget provincial du 29 avril a entraîné une augmentation du nombre de productions cinématographiques en Nouvelle-Écosse et devrait créer l'équivalent de 250 emplois à plein temps. Les budgets des productions cinématographiques en Nouvelle-Écosse sont évalués à 17,8 millions de dollars pour 1994-1995, comparativement à 7 millions de dollars en 1993-1994.

Les productions de l'extérieur de la province ont injecté 6,5 millions de dollars dans l'économie en 1993. Deux grandes productions cinématographiques de Hollywood, maintenant en cours à Lunenburg et Shelburne, promettent des retombées économiques supérieures au double de celles de l'an dernier. La ville de Shelburne, qui a utilisé les recettes du tourisme d'agrément pour enfouir les fils et amélioré ses atouts pour les films d'époque, a aussi renforcé son capital touristique.

Une enquête de l'association touristique de la Nouvelle-Écosse (TIANS) révèle que le secteur affiche une grande confiance à l'égard de la saison touristique. Comparativement à la même période en 1993, Check In N.S. signale une augmentation de 27 p. 100 des réservations et une hausse des demandes de renseignements de 34 p. 100 entre janvier et juin. Soixante et onze pour cent des répondants à l'enquête de la TIANS ont révélé

que leurs réservations étaient en hausse comparativement à 1993; cependant, il reste des zones où les volumes demeurent très faibles.

La confiance des exploitants dans le secteur touristique s'explique par les facteurs suivants : la faiblesse du dollar canadien, le fait que les Européens et les Américains viennent plus tôt dans la saison, que les Américains demeurent plus longtemps et qu'il y a plus d'activité à cause des productions cinématographiques.

On prévoit que la Conférence du G-7 qui se tiendra à Halifax durant l'été stimulera l'amélioration et la rénovation des lieux d'hébergement, des attractions et des rues d'Halifax, certaines installations s'étant détériorées avec le temps.

### **Ressources**

L'industrie du poisson de fond est pratiquement inerte, mais le secteur des crustacés demeure solide; les quantités de homard débarquées sont abondantes, et les prix, fermes. Les exportateurs continuent à tirer profit de la faiblesse du dollar canadien et cherchent de nouveaux débouchés pour les espèces traditionnelles, non traditionnelles et sous-utilisées.

National Sea Products Ltd. a annoncé en juin qu'elle prévoit réaliser un bénéfice cette année après d'importantes pertes au cours des années précédentes. Le président, Henry Demone, a souligné que la société est maintenant une entreprise de transformation du poisson et a déclaré aux actionnaires que la valeur ajoutée par employé avait dépassé 50 000 \$ en 1994, contre 12 000 \$ en 1991.

Clearwater Fine Foods Inc. a acquis tous les éléments d'actif de Laurence Sweeney Fisheries Ltd. et contrôle maintenant plus du tiers du secteur des pétoncles pêchés en haute mer au Canada.

transporteurs sur courtes distances ainsi qu'une hausse spectaculaire du nombre de poids lourds transportant de grosses charges 24 heures par jour. Cette situation aura des répercussions sur la sécurité du public; elle risque en outre d'accroître les coûts d'entretien des routes.

L'offre du CP de se porter acquéreur des voies du CN dans l'est du pays pourrait avoir des répercussions désastreuses sur les activités portuaires et ferroviaires dans la région de l'Atlantique. Compte tenu de l'acquisition de la société Delaware & Hudson au début des années 90, on présume que CP entend continuer le transport de conteneurs en provenance de New York, Newark et Philadelphie, avec des arrêts à Montréal, Toronto et Chicago, afin de faire concurrence au service ConRail des États-Unis. La compétitivité au plan des prix est fonction du volume, et c'est exactement ce que recherche activement le CP. Il y a cependant un aspect négatif à cela. New York deviendra alors le port d'entrée du trafic de conteneurs, au détriment de Halifax, ce qui minera l'infrastructure ferroviaire de la région de l'Atlantique et créera de graves problèmes de développement régional.

Préparé par Mike Sheen  
(506) 851-6444





# MANITOBA RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS ÉTÉ 1994

## VUE D'ENSEMBLE

La croissance au Manitoba, quoique bien ordinaire, continue de progresser régulièrement. La plupart des secteurs affichent des taux de croissance situés dans une fourchette de 1 à 3 p. 100.

En 1993, le PIB réel du Manitoba a crû d'un peu moins de 2 p. 100, les contributions les plus importantes venant de l'agriculture, du secteur manufacturier et du commerce. Les perspectives à court terme sont un peu meilleures, mais laissent quand même prévoir un taux de croissance inférieur au taux de croissance national.

Les consommateurs manitobains semblent enfin avoir repris confiance, comme en témoigne l'activité record dans le secteur domiciliaire (voir plus bas). Malgré le fait que les taux hypothécaires soient restés assez longtemps à des creux records, ce n'est que récemment que les consommateurs ont recommencé à acheter des maisons. Le nombre de mises en chantier au Manitoba a augmenté de 18 p. 100 au premier trimestre de 1994 comparativement à - 4 p. 100 au Canada.

Une source de préoccupations tant pour les consommateurs que pour les entreprises est la hausse récente marquée des taux d'intérêt.

Le premier ministre Gary Filmon a été applaudi pour avoir refusé d'engager des fonds publics dans le but d'assurer la survie de la franchise des Jets de Winnipeg dans la LNH. Il a été reconnu comme «le premier homme politique» à voir au-delà des arguments économiques douteux utilisés pour justifier l'investissement de fonds publics dans des équipes de sport professionnel. En conséquence, le gouvernement manitobain n'a réduit que récemment les fonds alloués aux soins de santé et à l'éducation.

## INDICATEURS

Les dépenses totales d'investissement devraient rester aux niveaux de 1993, mais leur répartition entre le secteur privé et le secteur public devrait

changer : une baisse de 4,8 p. 100 de l'investissement privé sera compensée par une augmentation de 9,6 p. 100 de l'investissement public.

La baisse de l'investissement privé (comparativement à un accroissement national de 4,4 p. 100) vient après deux années de très forte croissance pendant lesquelles le Manitoba a dépassé la moyenne nationale. En particulier, l'investissement manufacturier devrait baisser de près de 16 p. 100 (suivant une augmentation de 35 p. 100 au titre des nouvelles machines et de l'infrastructure des usines en 1993), tandis que l'investissement dans le secteur des transports devrait diminuer de 36 p. 100 avec l'achèvement des projets du



gazéoduc. À l'inverse, l'investissement devrait augmenter dans les secteurs du commerce de gros et de détail (31,9 p. 100), des services financiers (10,9 p. 100) et du logement (5,8 p. 100).

L'augmentation de l'investissement du secteur public est attribuable en grande partie aux engagements fédéraux à l'égard du programme d'infrastructure.

Le nombre de faillites de particuliers a baissé de 12 p. 100 en juin par rapport à mai, tandis que le nombre de faillites d'entreprises augmentait légèrement de 19 à 21 (ou de 10 p. 100). Dans l'ensemble, les statistiques sur l'insolvabilité au Manitoba sont en baisse de 10 p. 100.

Malgré des augmentations de l'emploi d'environ 4 000 emplois en moyenne par année, la croissance de la population active continue d'exercer des pressions à la hausse sur le taux de sans emploi, avec le résultat que le taux de chômage s'est très peu amélioré. Ce dernier a baissé légèrement pour s'établir à 9,4 p. 100 (ce qui place le Manitoba au troisième rang au pays pour le taux de chômage le plus bas). Même si le taux d'activité a légèrement diminué pour se situer à 67,2 p. 100, il continue d'être au deuxième rang parmi les taux les plus élevés venant immédiatement après l'Alberta (72,6 p. 100).

Sur un plan positif, l'emploi à temps plein a augmenté de 10 000, tandis que l'emploi à temps partiel n'a pas changé.

Après trois années décevantes, l'industrie de la construction domiciliaire en déclin du Manitoba montre des signes de vie. La SCHL a indiqué qu'au cours des six premiers mois de l'année, le nombre de mises en chantier a augmenté de 55 p. 100 dans la province par rapport à l'an dernier.

Juin a été un nouveau mois record pour les ventes de maisons à Winnipeg. Les ventes de maisons existantes et le volume des ventes en

dollars n'avaient jamais été aussi élevés. Cette reprise de l'activité a été attribuée principalement au regain de confiance des consommateurs. Une amélioration de l'économie et des taux hypothécaires faibles sur 30 ans n'avaient pas réussi à stimuler l'activité l'an passé.

Le volume des livraisons manufacturières au Manitoba s'est accru légèrement par rapport à l'année dernière (+ 0,7 p. 100), mais reste inférieur à la moyenne de 2,7 p. 100 pour le Canada.

Le volume des ventes au détail au Manitoba a augmenté de 2,0 p. 100 par rapport à l'année dernière, mais reste inférieur à la moyenne de 5,3 p. 100 enregistrée pour le Canada.

La production énergétique totale du Manitoba a augmenté de 0,2 p. 100 seulement.

Le secteur du tourisme de la province continue d'afficher une croissance soutenue : le nombre de visiteurs au Manitoba a augmenté de 27 p. 100 par rapport à l'an passé.

## **CLIMAT**

Bien que les consommateurs et les entreprises manifestent une certaine inquiétude face à la hausse des taux d'intérêt, l'activité économique semble inaltérée. On ne sait pas si ce phénomène reflète un regain de confiance dans l'économie en général ou s'il s'agit d'une fièvre d'achat inspirée par la crainte de nouvelles hausses des taux d'intérêt.

Les cas de pertes d'emplois et de fermetures d'usines signalés par les médias ont diminué de façon marquée au cours des quatre derniers mois.

## **PRINCIPAUX SECTEURS**

### **Secteur de l'information et de la technologie**

Avec la venue de l'autoroute de l'information, la conclusion d'alliances stratégiques et deux

années intensives au plan du développement et de la commercialisation de produits (en particulier dans le domaine des logiciels visant des créneaux précis), le secteur de l'I&T est «optimiste» quant aux possibilités de croissance. Les entreprises sentent que les «gens ont faim» pour des solutions logicielles créatives pouvant les aider à se débrouiller dans un monde en constante évolution et où la concurrence est de plus en plus vive.

Une des sources de préoccupations des entreprises du secteur de l'I&T est que les maisons d'enseignement ne produisent pas de diplômés ayant les compétences qu'il faut pour l'industrie (p. ex., compétences en développement de logiciels). De même, l'accès au capital de risque continue d'être une source de préoccupations majeure.

Enfin, dans le secteur local de l'I&T, on a observé «beaucoup de cas de réussite technique, mais aussi beaucoup de faillites commerciales». Cela dénote une faiblesse évidente dans beaucoup d'entreprises du secteur de l'I&T, soit un manque de bon sens au plan de la mise en marché.

### **Industries de l'environnement**

Le secteur des industries de l'environnement du Manitoba, qui compte environ 200 entreprises et 2 400 travailleurs, est généralement optimiste quant aux perspectives de croissance du marché. L'industrie a récemment formé une association active (la *Manitoba Environmental Industries Association*) qui compte 96 membres. En juillet, la *Canadian Environmental Technology Advancement Corporation* (CETAC), qui est un regroupement sans but lucratif d'associations représentant des industries environnementales des quatre provinces de l'Ouest (et l'un des trois centres nationaux financés en partie par le biais du Programme Technologie du Plan vert) sera dotée d'une partie de son effectif et ouvrira ses portes. Le gouvernement du Manitoba est en voie de privatiser la *Manitoba Hazardous Waste*

*Management Corporation*, une société d'État créée dans le but d'élaborer et d'exploiter un système de gestion des déchets dangereux au Manitoba.

### **Matériel médical**

L'industrie a émis quelques réserves à la suite de l'annonce récente, par Santé Canada, du projet d'amorcer des consultations concernant «un programme de recouvrement des coûts à appliquer de façon sélective pour couvrir...les coûts d'exploitation d'un nouveau programme amélioré de réglementation du matériel médical». Les sources des préoccupations sont l'idée d'un système de recouvrement des coûts dans une industrie déjà très réglementée et le peu de temps donné aux intervenants pour se préparer pour les consultations. Cette annonce aura toutefois eu un effet secondaire positif : les associations des quatre provinces de l'Ouest ont enfin trouvé une raison pour unir leurs forces et travailler ensemble.

### **Produits pharmaceutiques**

Les investissements réalisés par les entreprises de l'industrie rapportent enfin des dividendes. Vita Health et Biovail viennent toutes deux de décrocher d'importants contrats d'approvisionnement (p. ex., Vita Health sera le seul fournisseur de vitamines de Wal-Mart Canada). Apotex Fermentation prévoit procéder à une expansion de ses activités dans le domaine de la recherche en biotechnologie en construisant une nouvelle usine de grandes dimensions. Apotex est le plus gros investisseur privé au Manitoba avec des dépenses d'investissement prévues de quelque 70 millions de dollars.

Le secteur pharmaceutique et le secteur du matériel médical profitent tous deux de leur avance et des programmes d'acquisition de nouvelles compétences financés par la CEIC et Main-d'oeuvre 2000. Les deux secteurs ont été sérieusement touchés par une pénurie de techniciens compétents.

### **Ameublement et transformation du bois**

L'industrie a déclaré de très grosses ventes en juin. Les ventes à l'exportation aux États-Unis ont atteint des niveaux records et les affaires reprennent dans l'Ouest canadien. La plupart des entreprises avaient un bon taux d'utilisation de leur capacité de production et les commandes en attente sont telles que beaucoup d'entreprises ne fermeront pas en juillet comme c'est le cas habituellement.

La main-d'oeuvre demeure un problème majeur : les entreprises tentent de faire venir de la main-d'oeuvre de l'étranger ou des États-Unis, mais les obstacles à l'immigration font entrave à leurs projets.

### **OBSERVATIONS**

#### **Le malheur des uns fait le bonheur des autres**

Andrew Alleyne, vice-président, Recherche et politiques sur l'investissement, de la Great West Compagnie d'assurance-vie, a dit ceci au sujet de l'incidence du récent ralentissement économique : «Le ralentissement a été dur pour les banques, mais bon pour les compagnies d'assurances et particulièrement enrichissant pour les sociétés de fonds mutuels...Le taux de croissance des prêts aux entreprises est nul et les pertes attribuables aux mauvaises créances ont été astronomiques...(Toutefois) les milieux d'affaires sont beaucoup plus optimistes que ce que laissent entendre les enquêtes sur la confiance des consommateurs.» (traduction)

### **Hmmm...**

Entendu durant une discussion sur le secteur de l'I&T : «Ça n'a plus de bons sens de développer des solutions logicielles qui recherchent partout des problèmes à résoudre.»

### **Une TVA nationale?**

Dale Botting, directeur régional, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, a eu ces paroles au sujet de la perspective d'harmonisation et de rationalisation de l'administration : «...cela coûte entre 22 et 25 cents pour percevoir un dollar de TPS, soit un fardeau que beaucoup de petites entreprises n'ont plus les moyens de supporter...(Mais) le gouvernement fédéral pourrait donner aux provinces plus de pouvoirs pour leur permettre de modifier leur structure fiscale de manière à percevoir plus de recettes, ce qui éliminerait tout avantage qu'un régime de la taxe de vente rationalisé pourrait procurer aux contribuables.»



## ILE-DU-PRINCE-ÉDOUARD RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS ÉTÉ 1994

### VUE D'ENSEMBLE

Un vent d'optimisme a soufflé tout au long du dernier trimestre. Les expéditions de pommes de terre ont été soutenues et les prix sont demeurés élevés. Bien que les arrivages de homards aient diminué quelque peu, les prix à terre ont atteint des niveaux records et la majeure partie du produit de la pêche a été écoulé facilement. La saison touristique semble bien enclenchée et les visiteurs viennent d'endroits plus éloignés que d'habitude comme en témoignent les plaques d'immatriculation. L'emploi, les ventes au détail et les exportations affichent une belle vigueur. La fonction publique provinciale conserve une attitude plutôt militante par suite de la coupure salariale de 7,5 p. 100 dont elle a été frappée, mais la stabilité semble revenir parmi cet important groupe d'employés.



### INDICATEURS

- Maritime Electric a fait état d'une hausse plus élevée de la consommation électrique qu'il avait été prévu. La majeure partie de la hausse a été enregistrée auprès de clients importants tels que Cavendish Farms, McCain et les installations Slemon Park Aerospace, de même que dans la région de Borden-Summerside où le centre de la TPS et les travaux de la Traversée du détroit de Northumberland ont produit leur plus grande incidence immédiate. Ailleurs dans l'île, la

consommation est demeurée stable, soit près des prévisions.

- Le journal *The Guardian* a indiqué que les ventes de publicité (l'automobile, principalement) n'ont pas dérogé beaucoup des prévisions quoiqu'elles aient reculé depuis le premier trimestre. Il en ressort que les acheteurs ont décidé de remettre les décisions à plus tard, sous l'effet, possiblement, des compressions salariales décrétées par la Province.

- Toutefois, les données de Statistique Canada révèlent une expansion continue des ventes au détail et des ventes d'automobiles.

- En 1994, les mises en chantier sont en hausse de 8 à 9 p. 100 dans le domaine unifamilial, tandis qu'elles sont comparables à l'an dernier dans le domaine multifamilial (l'activité étant concentrée fortement dans la région de Summerside). Bien que les données sur la revente des maisons ne soient pas disponibles, MLS croit que l'activité va bon train.

- Perfectionnement des ressources humaines signale une hausse de 1,8 p. 100 de l'emploi et une baisse de la population active, ce qui porte le taux de chômage désaisonnalisé à 16,0 p. 100 (le plus faible depuis 1990).

## CLIMAT

- Le commencement des travaux de construction de la Traversée du détroit de Northumberland, la mise en service du centre de la TPS, la fructueuse saison de pêche au homard, les fortes ventes de pommes de terre et le bon démarrage apparent de la saison touristique sont autant de facteurs qui ont aidé à renforcer la confiance. Certains facteurs négatifs, comme la compression salariale provinciale, perdurent, mais leurs effets ont été efficacement contrés jusqu'à maintenant.

## PRINCIPAUX SECTEURS

**Fabrication** : Les expéditions de produits ont affiché une croissance continue durant les quatre premiers mois de 1994, en hausse de 13 p. 100 par rapport à la même période l'an dernier (elle-même en hausse de 11 p. 100 par rapport à 1992). L'amélioration devrait se poursuivre sous l'effet conjugué du cours relativement faible de la devise canadienne et d'importantes initiatives fédérales en matière d'exportation.

**Pêche** : Des influences conflictuelles se sont manifestées durant la saison printanière de pêche au homard qui s'est terminée récemment. La concurrence et les arrivages réduits ont provoqué une augmentation des prix à terre; toutefois, le marché a absorbé volontiers cette hausse (un reflet de la reprise mondiale?). La pêche au crabe a été fructueuse après avoir plutôt mal commencé en raison du total des prises admissibles établi. Le secteur des moules a continué sur sa forte lancée. Les nouveaux efforts investis dans la transformation de l'aiguillat et de la raie (importée de la Nouvelle-Écosse) ont contribué à atténuer les pertes de poisson de fond et certains indices laissent entrevoir une reprise du marché des oeufs de hareng cette saison. La viabilité de la transformation d'autres espèces, comme l'araignée de mer, est étudiée présentement. Par ailleurs, l'usine Usen (sébaste et morue) à Souris n'a pas été reconstruite, mais, pour l'instant, les

prestations d'assurance-chômage parviennent à soutenir l'économie de la région et les véritables conséquences de la perte de cette usine ne se sont pas encore fait sentir. Dans les conversations avec les transformateurs, un autre problème à plus long terme a été soulevé, soit celui du vieillissement de l'usine de transformation du homard de l'île et de la perte coïncidente d'efficacité relative (par rapport au Nouveau-Brunswick où le gouvernement provincial et le secteur privé ont accru les investissements afin de moderniser les installations).

**Agriculture** : Les pommes de terre dominent le paysage agricole insulaire; de bonnes récoltes, des prix exceptionnels et l'essor soutenu de la production aux usines Cavendish Farms et McCain ont permis de stabiliser ce secteur. Des bruits ont couru que les deux usines seraient agrandies. En outre, Cavendish Farms (avec l'aide de l'APECA et du gouvernement provincial) a annoncé la construction d'importantes installations d'entreposage près de Montague. Une fois qu'elles auront atteint leur rythme de croisière, ces installations nécessiteront 10 000 acres de pommes de terre de plus et créeront jusqu'à 170 emplois saisonniers, soit 45 sur les lieux et 125 à la ferme. La superficie ensemencée en pommes de terres est estimée à 93 500 acres environ (5 000 de plus que l'an dernier). Jusqu'à maintenant, les conditions de culture ont été presque idéales. Les marchés des pommes de terre de semence et de table demeurent vigoureux, et il y a des possibilités que les récoltes européennes n'atteignent pas les niveaux habituels; par conséquent, les perspectives s'annoncent plutôt bonnes pour ce secteur.

Maple Leaf Foods a acquis une participation de 51 p. 100 dans l'usine de traitement de porc de la province; selon un porte-parole provincial, ce pouvoir de contrôle devrait inciter la société mère à améliorer l'usine et à instaurer une production à plus grande valeur ajoutée.

Du côté des produits de base divers, certains producteurs laitiers ont augmenté leur bétail ou leur contingent de lait. Cependant, l'incertitude règne encore dans l'attente des répercussions de l'accord du GATT sur les offices de commercialisation. Les cultures de céréales (blé) sont prometteuses.

**Tourisme :** Les données sur la durée et les dépenses de séjour ne sont pas encore disponibles, mais d'autres indices font croire que la saison touristique de 1994 sera semblable à celle de l'an dernier. Les indices positifs sont la hausse de 2 p. 100 d'utilisation du traversier, les demandes de renseignements plus nombreuses en provenance du Canada et des Maritimes, soit une augmentation de 13,7 et de 15,1 p. 100, respectivement, et la hausse d'achalandage de 5 p. 100 dans les centres d'information touristique. L'indice négatif est la baisse de demandes de renseignements en provenance des États-Unis et des marchés étrangers, un repli de 26,7 et de 13,6 p. 100, respectivement. Il semble donc fondé de dire que les facteurs positifs seront annulés par les négatifs. M<sup>me</sup> Glenda Rodd, chef des services de qualité du ministère du Développement économique et du Tourisme de l'Île-du-Prince-Édouard et responsable de l'exploitation des centres d'information touristique, a résumé ainsi ses premières impressions de la saison touristique : «il semble y avoir davantage de touristes à l'Île-du-Prince-Édouard; les visiteurs du Québec sont plus nombreux en raison de la vigueur de la devise américaine, le marché de la Nouvelle-Angleterre est à la baisse et, en cette troisième semaine de juillet, bon nombre de lieux d'hébergement sont loin d'afficher complet». Interrogés au sujet de la présente saison, les propriétaires et exploitants d'installations touristiques font surtout état de la baisse apparente du nombre des touristes américains. La justesse de cette impression

sera déterminée lorsque les données sur le tourisme seront publiées, dans un mois ou deux.

**Services :** La fonction publique représente la plus grande part de ce secteur. À l'échelle provinciale, de nouvelles structures organisationnelles ont été mises en place dans les secteurs de l'éducation et des soins de santé. Cette partie de la réorganisation de l'administration publique est cependant inachevée, et les répercussions finales sur l'emploi sont difficiles à prévoir. De nombreux emplois seront regagnés à mesure que le secteur privé créera des services pour combler le vide provoqué par la réduction des services publics directs. Par ailleurs, la province est en train de se doter d'un important réseau informatique qui créera des emplois supplémentaires dans la programmation et le soutien technique. Du côté de l'administration fédérale, il semble acquis qu'Agriculture et Agro-alimentaire Canada réduira ses activités à la station de recherches en agriculture pour les augmenter ailleurs, soit au nouveau laboratoire d'hygiène vétérinaire dont la construction est presque terminée. La «privatisation» proposée de l'aéroport et l'élimination des postes de contrôleurs aériens sur place sont d'autres facteurs d'incertitude.

Dans le secteur de la construction, les dépenses ou annonces de dépenses du secteur public ont suscité de l'optimisme; de nouveaux réseaux d'égouts pour Charlottetown et le prolongement de la route de pénétration font partie des projets annoncés dans le cadre du Programme national d'infrastructures. De nouveaux entrepôts à marchandises ont été promis à Summerside. Un pont-jetée sera construit sur la North River et le gouvernement s'est engagé à construire un pont pour enjamber la Hillsborough River. Un nouveau poste de la GRC sera construit à Bedeque.

## **OBSERVATIONS**

Dans l'ensemble, l'économie s'est redressée au cours des trois derniers mois et le redressement devrait se poursuivre à court terme. L'optimisme affiché par les consommateurs est fragile, il est vrai (la croissance a été concentrée largement à Borden, à Summerside et à Charlottetown où les grands projets et le gouvernement semblent agir comme catalyseurs), mais les secteurs de base de l'économie locale (l'agriculture, la pêche et le tourisme) profitent de l'amélioration de la situation sur la scène nationale et internationale et ont toutes raisons de se montrer optimistes. Les seuls nuages à l'horizon obscurcissent le ciel canadien en entier : ce sont la sécurité d'emploi, l'incertitude au sujet des taux d'intérêt, la situation politique au Québec, etc.

Rédigé par Fraser Dickson  
(902) 566-7443





## COLOMBIE-BRITANNIQUE

### RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS

ÉTÉ 1994

#### VUE D'ENSEMBLE

L'économie de la Colombie-Britannique continue de croître à un rythme lent, mais soutenu. Les chiffres des deux premiers mois de 1993 et de 1994 (les derniers dont on dispose) font état d'une augmentation des exportations de 11 p. 100. Les livraisons de produits manufacturés ont augmenté de

6 p. 100 au cours des quatre premiers mois. Les mises en chantier demeurent stables à 37 100 (taux annuel corrigé); les ventes au détail (désaisonnalisées) des quatre premiers mois de l'année ont progressé de 7 p. 100 de 1993 à 1994.

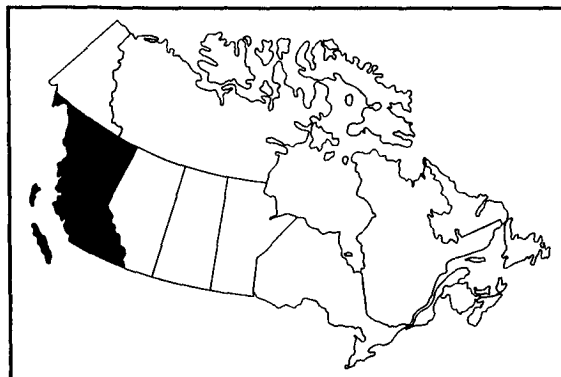
Les chefs d'entreprises demeurent raisonnablement optimistes : le taux de chômage est en baisse (9,2 p. 100 en juin), le secteur de la construction se porte bien et les capitaux et les immigrants continuent d'affluer. Les élections au Québec et l'effet adverse qu'elles pourraient avoir sur le cours du dollar canadien et l'évolution des taux d'intérêt sont encore source d'une certaine inquiétude. Les incertitudes qui persistent relativement aux territoires revendiqués par les populations autochtones sont perçues comme une entrave à l'essor de l'économie et de nombreux secteurs industriels.

La situation en matière d'emploi s'améliore rapidement grâce à la forte demande de bois d'oeuvre, à la reprise dans le domaine des

pâtes et papiers et au maintien du flux migratoire vers les régions rurales. L'emploi a progressé en Colombie-Britannique de 5 p. 100 par rapport à juin 1993. À Vancouver, la progression a été de moitié moins rapide, tandis que Victoria demeure portée par son élan (le moteur étant les Jeux), avec un taux de l'ordre de 10 p. 100.

La baisse de 1 p. 100 du taux de chômage, qui est tombé à 9,2 p. 100, est d'ailleurs entièrement attribuable à la création d'emplois.

L'amélioration de la situation a également eu pour conséquence une poussée du taux de participation qui après une hausse d'un point, se situe à 67,7 p. 100.



#### INDICATEURS

La vigueur des exportations en 1994 continue d'être attribuable au bois d'oeuvre, dont les ventes ont progressé de 30 p. 100 aux États-Unis, de 15 p. 100 au Japon et de 22 p. 100 sur l'ensemble des marchés.

Les créations de sociétés en 1994 se chiffraient à 12 668 en mai, soit une augmentation de 32 p. 100 par rapport à l'année dernière. Les faillites commerciales enregistrées au cours des six premiers mois de l'année ont été de 354, en baisse de 18 p. 100 par rapport au premier semestre de l'année dernière. Le nombre des faillites personnelles a diminué de 12 p. 100

par rapport aux 1209 recensées au premier trimestre, ce qui ne les empêche pas d'avoir augmenté de 7,2 p. 100 par rapport à l'année dernière.

Dans le domaine des pâtes et papiers, les dépenses en immobilisations sont favorisées par deux facteurs : l'optimisme grandissant et la réglementation environnementale. On prévoit qu'elles vont atteindre 1,2 milliard de dollars en 1994, soit une progression de 18 p. 100 par rapport à 1993.

La moyenne mensuelle de jours-personnes perdus pour cause d'arrêt de travail a baissé de 36 p. 100 par rapport à la même époque l'année dernière.

La BFI Recycling Systems a ouvert son usine de Richmond en juin. Cette usine, qui a coûté 12 millions de dollars, est la plus grande au Canada. Cent personnes y travaillent et elle traite 650 tonnes de déchets par jour.

Le secteur des services de sécurité privés est en pleine expansion à Vancouver. De 1989 à 1994, le chiffre d'affaires annuel d'Executive Security Services Ltd. a grimpé de 3 à 28 millions de dollars; le personnel d'Intercon Security Ltd. s'est accru de 10 p. 100 ces deux dernières années, pour un effectif actuel de 250 personnes.

D'après une étude récente de la FCEI, 11,4 p. 100 des demandes de prêt sont refusées en Colombie-Britannique, soit 8,5 p. 100 de plus qu'en 1990. Le taux de refus est de 17 p. 100 pour les sociétés de moins de cinq employés et de 6,7 p. 100 pour celles de plus de 50 personnes, deux chiffres révélateurs du « resserrement » en cours du crédit bancaire. Or, il faut signaler que ce sont les petites entreprises qui créent le plus d'emplois.

Les chasseurs de têtes ont remarqué l'arrivée de jeunes Sud-africains hautement qualifiés sur le marché du travail et continuent d'observer

un afflux de professionnels des autres provinces.

BC Tel s'attend à perdre 30 p. 100 de sa clientèle privée dans les communications interurbaines au cours des cinq prochaines années en raison de la concurrence de Sprint Canada et d'Unitel.

Les licenciements se poursuivent chez Canadien International, qui doit mettre en oeuvre le plan de rationalisation convenu avec American Airlines; 575 postes comptables et techniques viennent encore d'être supprimés à Richmond. La société a en outre décidé d'effectuer l'entretien des gros porteurs à Calgary, ce qui pourrait priver Richmond de 150 à 180 emplois supplémentaires.

Le tourisme est florissant dans la région de la vallée de Comox et de la rivière Campbell : deux hôtels sur le point de faire faillite en 1989 affichent maintenant complet et plusieurs grandes surfaces (Superstores, Consumers) ont ouvert leurs portes dans la région.

## CLIMAT

Un récent sondage de la Chambre de commerce de Colombie-Britannique, auquel ont participé 607 entreprises, donne le pouls de la vie économique dans les divers secteurs. Certains résultats donnent à réfléchir : la concurrence internationale est loin de venir en tête des préoccupations jugées prioritaires pour la Colombie-Britannique. Le principal défi est perçu comme étant celui des *compétences des cadres* et du *leadership*, précédant immédiatement la *productivité* et le coût des intrants (dont l'importance est en fait déterminante en raison de la conjoncture internationale); un vif mécontentement à l'égard des *dirigeants* politiques, des mouvements syndicaux, des impôts et du *système scolaire* transparaît par ailleurs. Il ressort en outre clairement du rapport intitulé *Moving Forward - the Vision of B.C.* que les entreprises attendent de l'État qu'il « mette en

place les conditions propices plutôt que de réparer les dégâts».

En ce qui concerne la conjoncture économique en général, la faiblesse du dollar est considérée comme bonne pour les affaires, mais on attache également énormément d'importance à la stabilité, surtout dans le contexte actuel de surendettement. La perspective d'une résurgence de l'inflation suscite également quelque inquiétude. En matière d'investissements, les dirigeants des filiales canadiennes de sociétés étrangères sont surtout préoccupés par l'instabilité monétaire. Certains ont affirmé que leur société-mère pourrait renoncer à investir et à étendre ses activités en Colombie-Britannique.

La situation de l'emploi est également source d'inquiétude pour les filiales canadiennes de sociétés étrangères. Une entreprise dont le personnel n'est pas syndiqué doit par exemple faire face à un dilemme : doit-elle conseiller à sa société-mère d'étendre ses activités en Colombie-Britannique ou d'aller ailleurs? Tout arrêt de travail serait fatal à la société (elle est le fournisseur exclusif de la société-mère pour certains produits, d'où une dépendance directe). Dans un contexte social où le personnel peut aisément se syndiquer, elle se sent extrêmement vulnérable. Soit dit en passant, les crédits d'impôt accordés pour les activités de recherche et de développement, bien qu'appréciés localement, ne semblent pas, d'après ce que l'on sait, avoir une quelconque influence sur les décisions d'investissement prises par la société-mère, notamment celle d'étendre ses activités. On se fonde surtout sur les bénéfices avant impôt.

## PRINCIPAUX SECTEURS

### Ressources

**Produits forestiers** : Les fluctuations des prix du bois d'oeuvre rendent les acheteurs étrangers hésitants. Les fabricants de meubles soulignent que les tendances d'achat ne

donnent AUCUNE indication d'une reprise importante de l'économie où que ce soit. « À Toronto, c'est toujours le calme plat, plat, plat ». L'accès aux marchés étrangers est aussi une cause de souci et on étudie sérieusement les restrictions imposées par le code du bâtiment ainsi que les droits compensateurs et d'autres aspects avant de s'attaquer à un marché. La Chine est considérée comme l'un des marchés les plus prometteurs.

Cependant, le principal problème est celui de l'accès aux matières premières. Un fabricant de meubles a déclaré que si seulement il pouvait se procurer plus de matériaux, il pourrait accroître sa production et ses ventes. D'autres sociétés ont indiqué qu'elles envisageaient de créer des coentreprises avec des partenaires autochtones pour exploiter un système de production à valeur ajoutée et avoir ainsi accès à du bois. L'augmentation du coût des matières premières met également les exploitants dans une situation délicate : les droits de coupe ont augmenté trois fois au cours des trois derniers mois, sans compter l'adaptation nécessaire aux lois provinciales sur la régénération forestière et au code forestier. Les relations de travail ont été relativement harmonieuses. Les augmentations salariales se chiffrent à 4 p. 100 et des hausses comparables sont prévues l'année prochaine. Les achats d'équipement se situent à un niveau normal et les dépenses consacrées aux machines à commande numérique tendent à s'accroître.

La question de la formation demeure toujours aussi brûlante, mais les fabricants de produits du bois ont au moins l'assurance que les gouvernements étudient leur problème dans l'optique voulue. Ils sont par ailleurs très satisfaits des activités gouvernementales (sauf en matière de ressources), notamment celles initiées par le gouvernement NPD. « *Enfin, on nous prête une oreille attentive* ».

Un certain nombre d'emplois ont été créés du fait de la nécessité de s'adapter à la nouvelle réglementation. On signale une pénurie de main-d'oeuvre spécialisée notamment dans le domaine de la fabrication de produits de bois spéciaux.

Slocan Forest Products doit dépenser 110 millions de dollars pour construire une usine de panneaux à copeaux orientés à Fort Nelson. Les travaux sont prévus pour septembre et l'exploitation devrait commencer quinze mois plus tard. L'usine emploiera 280 personnes et injectera chaque année 19 millions de dollars dans l'économie de la Colombie-Britannique.

**Exploitation minière :** L'activité minière est très faible. Les cours des métaux se redressent : celui du cuivre a augmenté de 30 p. 100 sur l'ensemble de l'année dernière pour atteindre 1,15 \$; les prix du zinc et de l'aluminium sont également en hausse. Cette hausse des prix fait qu'on rouvre des mines (Gibraltar Mines et une nouvelle mine à Eskay Creek en 1995) et les activités de prospection s'intensifient.

**Pêche :** La production de saumon a progressé de 5 p. 100 cette année et les prix évoluent également à la hausse (de 15 p. 100 par rapport à l'année dernière), tandis que les coûts de production diminuent progressivement, même si les progrès sont lents (baisse de 30 p. 100 en huit ans). La consommation de saumon a en effet augmenté de 170 p. 100 en cinq ans, soit la plus forte progression de tous les produits de la pêche. Cette augmentation est principalement due à la hausse de la demande aux États-Unis.

L'industrie aquicole a beaucoup à reprocher aux organismes provinciaux de réglementation, qu'elle estime dotés de trop de pouvoirs et qu'elle juge insensibles aux enjeux commerciaux. On leur reproche de freiner le développement du secteur en restreignant l'accès aux ressources et l'exploitation de

certaines techniques. Le résultat de cette politique est que les investissements se font ailleurs : cette année, deux multinationales ont préféré investir au Chili plutôt que de développer leurs activités locales.

**Fabrication :** Le secteur de la machinerie forestière demeure très actif. Les carnets de commandes sont plus remplis qu'ils ne l'ont jamais été ces cinq dernières années. Certaines entreprises sont tellement dépassées qu'elles ne peuvent remplir leurs commandes avant un an, alors que le délai est normalement de quatre mois. Il est parfois difficile de trouver des matières premières comme l'acier, en raison de la forte demande industrielle.

**Technologie de pointe - communications :** Le principal problème demeure celui du financement. L'impatience grandit par ailleurs dans les entreprises du fait qu'il faille consacrer autant de temps et d'argent à la paperasse fiscale. De l'avis de certains, il n'est pas rentable, vu toutes les démarches que cela suppose, de réclamer ses crédits d'impôt à l'investissement. « *Nous nous offrons les meilleurs services consultatifs qui soient, mais les règles changent tous les ans, ce qui nous place constamment en porte-à-faux.* »

Malgré la pénurie de spécialistes dans des domaines précis, il y a eu beaucoup d'embauche dans le secteur des techniques avancées de télécommunication sans fil. Les jeunes diplômés et les étudiants participant à des programmes d'enseignement coopératif ont plus de mal à trouver une place depuis le transfert de Microsoft Mail à Seattle. Après le départ du personnel contractuel récemment engagé par BC Systems Corp., certaines activités de développement de logiciels ont dû être interrompues. Dans le secteur de la fabrication, on manque de plus en plus d'assembleurs d'appareils électroniques. Alors que ces deux derniers trimestres on a plutôt eu tendance à licencier, on assiste maintenant au phénomène inverse. Ce changement est dû à la fois au remplissage des carnets de

commandes et à l'apparition de nouveaux produits ces 6 à 18 derniers mois.

## SERVICES

**Tourisme :** Le secteur du tourisme souhaiterait voir les pouvoirs publics s'attaquer au problème de l'accès à Vancouver par voie aérienne, vestige d'un accord bilatéral sur le transport aérien complètement dépassé. Les principaux problèmes soulevés sont l'absence de bonnes liaisons aériennes entre les États-Unis et Vancouver, le nombre insuffisant de sièges pour satisfaire à la demande de la clientèle se déplaçant pour des congrès ou des croisières et les tarifs peu concurrentiels (sur les vols en partance de Vancouver par rapport à Seattle). Or, tous ces problèmes pourraient être réglés par une politique d'ouverture des espaces aériens. D'autres points méritent d'être signalés : la nécessité pour les douaniers canadiens de remplir leurs fonctions officielles sans se départir d'une attitude avenante à l'égard des voyageurs qui se présentent à eux (plutôt que de les considérer comme des criminels potentiels tant que ceux-ci n'ont pas montré patte blanche), les goulots d'étranglement au passage des frontières et l'incapacité à intégrer le coût de modernisation de l'aéroport de Vancouver dans le prix forfaitaire des croisières payées d'avance et dans les forfaits des congressistes.

**Environnement :** Les entreprises de ce secteur estiment que le développement des activités est freiné par « la réglementation ». Le taux de croissance réel à l'échelle nationale est de 5 p. 100 et non de 10 à 15 p. 100 comme cela a souvent été annoncé. Aux États-Unis, le taux de croissance, qui était de 10 p. 100, n'est plus que de 1 à 2 p. 100 depuis que le gouvernement américain a abandonné sa stratégie favorisant « les grands projets environnementaux créateurs d'emplois » qui stimulaient artificiellement l'activité.

Les projets d'infrastructures ne profitent pas aux entreprises du secteur environnemental,

car ces projets sont soit dispensés de toute évaluation environnementale, soit évalués de façon expéditive.

Energy Performance Contracting (EPC), une filiale rentable de la BC Building Corporation (société d'État qui affirme avoir réalisé des économies d'énergie de plus de 60 millions de dollars), offre la preuve qu'il existe au Canada un marché pour le FINANCEMENT des mesures d'économie d'énergie dans le secteur public. Cette société avance effectivement le capital nécessaire et assume les risques en se fondant sur une évaluation des économies susceptibles d'être réalisées. Ce sont les économies réalisées sur le budget d'exploitation qui permettent au client de rembourser le capital avancé. L'élément clé est la capacité ou les moyens techniques de déterminer avec précision l'ampleur des économies susceptibles d'être réalisées. Cette démarche novatrice, qui a fait ses preuves aux États-Unis, pourrait lui ouvrir un vaste marché qui n'est cependant pas facile à convaincre.

## OBSERVATIONS

De manière générale, les entreprises ont encore des sources de mécontentement : coûts et délais de traitement des dossiers par la Commission des accidents du travail, charge fiscale de plus en plus lourde, code forestier, imposition indirecte (tarifs de BC Hydro, par exemple), manque de volonté politique pour réduire l'endettement, changement perpétuel des dispositions législatives et fardeau que cela impose aux entreprises.

*« De plus en plus d'entreprises se réorganisent pour s'adapter aux conditions du marché, notamment en rationalisant leurs activités. Le gouvernement ne s'est pas engagé dans un tel processus. S'il s'agissait d'une entreprise, elle n'en aurait plus pour longtemps », a déclaré le chef de la direction d'une société de services interviewé par la Chambre de commerce de*

Colombie-Britannique dans le cadre de son étude « Moving Forward ».

Lors d'une récente rencontre sur le thème de la formation dans le domaine de la fabrication des produits du bois, Gary Nikolai, de NICO Industries Inc., déclarait au sujet du coût élevé de la formation : « **Nous estimons que la formation d'un ouvrier en menuiserie architecturale nous coûte en moyenne 35 \$ l'heure. »**

Veuillez soumettre vos questions ou commentaires au sujet de ce rapport à Sandy Steward, bureau régional de Vancouver, tél. : (604) 666-1419.



Industrie Canada  
Alberta

Industry Canada  
Library - Queen

DEC - 4 1995

Queen  
Hc  
111  
- P814  
1994  
Eto

Industrie Canada  
Bibliothèque - Queen

**ALBERTA**  
**RAPPORT PROVINCIAL DE RENSEIGNEMENTS INDUSTRIELS**  
ÉTÉ 1994

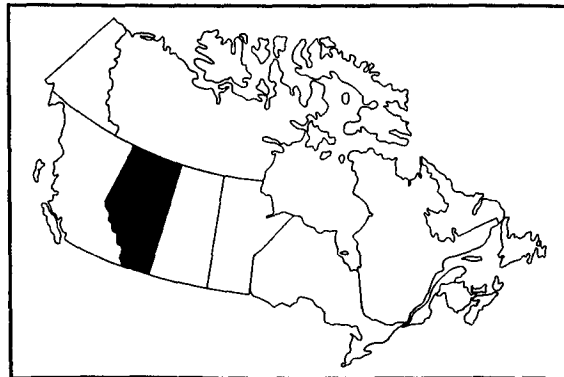
**VUE D'ENSEMBLE**

La croissance économique réelle de l'Alberta devrait fléchir en 1994 à environ 3 p. 100, contre 5,2 p. 100 en 1993, selon les estimations du Conference Board du Canada. Dans le même temps, l'économie canadienne devrait croître de 3,3 p. 100. Le dynamisme des secteurs des mines (exploitation pétrolière et gazière), de l'exploitation forestière et de la fabrication portera l'économie de la province. Le secteur de production des biens dans son ensemble devrait croître de 4,9 p. 100 en 1994.

Le secteur des services ne devrait en revanche progresser que de 1,7 p. 100 cette année.

Les compressions budgétaires effectuées par tous les paliers de gouvernement réduiront l'activité dans l'administration publique, le secteur de la défense et le domaine des services communautaires ainsi que des services aux entreprises et aux particuliers.

Le gouvernement de l'Alberta a récemment annoncé que son déficit pour 1993-1994 serait inférieur de 800 millions de dollars au chiffre initialement avancé et qu'il se chiffrerait à 1,6 milliard de dollars. Cette réduction du déficit est surtout attribuable aux revenus plus importants que prévus dans le secteur pétrolier et gazier.



**INDICATEURS**

Les activités de forage demeurent plus vives que l'an dernier. Pendant les cinq premiers mois de cette année, on a creusé 27, 5 p. 100 plus de puits qu'au cours de la même période l'année dernière.

L'indicateur le plus encourageant pour l'avenir du secteur pétrolier est celui des ventes de terrain. Le nombre d'hectares vendus durant la première moitié de 1994 dépasse de 98 p. 100 le chiffre de l'année dernière pour cette même période.

D'après les chiffres de Statistique Canada sur les investissements des secteurs privé et public, les dépenses en immobilisations augmenteront de 0,4 p. 100 en 1994 comparativement à 8 p. 100 en 1993. À titre de comparaison, on s'attend à une hausse des investissements de 4,2 p. 100 pour l'ensemble du Canada.

De mai 1993 à mai 1994, le nombre de faillites commerciales a augmenté de 18,6 p. 100 et celui des faillites personnelles, de 1,9 p. 100. Le nombre de créations d'entreprises albertaines et non albertaines a diminué d'un peu plus de 3 p. 100 en avril 1994 par rapport à celui de 1993.

Le taux de chômage corrigé selon les variations saisonnières est demeuré stable en Alberta de mai à juin, se maintenant à 9 p. 100. À titre de comparaison, le taux de chômage au Canada était de 10,3 p. 100 en

juin. À Calgary et à Edmonton, il demeure supérieur à la moyenne de la province avec 9,8 et 10,9 p. 100 respectivement.

On note un redressement dans le secteur du bâtiment en mai 1994, les permis de construction ayant progressé en valeur de 39,3 p. 100 par rapport à mai 1993. Les permis résidentiels ont totalisé 215 millions de dollars, en hausse de 19,3 p. 100, et les permis non résidentiels, 149 millions de dollars, une progression de 83,6 p. 100.

Les mises en chantier dans les villes albertaines ont régressé de 3,8 p. 100 de janvier à mai 1994 par rapport à la même période l'année dernière.

Les exportations albertaines de produits de base pour les mois de janvier à avril 1994 ont totalisé 6 941 millions de dollars, soit 11,2 p. 100 de plus que l'année dernière.

La foire du secteur pétrolier et gazier *ExportVision '94* s'est tenue à Calgary les 15 et 16 juin, en même temps que le *National Petroleum Show*. L'événement, dont le but est de mettre en contact les fournisseurs canadiens de matériel et de services du domaine pétrolier et gazier avec des clients étrangers, a atteint ses objectifs. Au total, on a organisé 441 rencontres avec des délégués commerciaux canadiens représentant 14 régions du monde.

## CLIMAT

L'optimisme prévaut dans l'industrie pétrolière, dans un contexte de forte demande, de stabilité des prix et de faiblesse du dollar canadien. Les rumeurs relatives à l'imposition d'une taxe sur les hydrocarbures n'apparaissant pas fondées, les investisseurs reprennent confiance notamment en ce qui concerne les perspectives à long terme du gaz naturel. L'optimisme est également de mise dans des secteurs comme ceux des forêts, de l'élevage et de la culture du canola. Le

tourisme prend de l'ampleur, grâce à un afflux de visiteurs des États-Unis et d'ailleurs, que les taux de change avantageux ont favorisé.

Les consommateurs sont quelque peu sceptiques. Les menaces qui continuent de peser sur l'emploi et les préoccupations que suscitent les réductions des salaires et des services gouvernementaux sont à la source de leur méfiance. On appréhende également une hausse des taux d'intérêt. Des deux grandes villes albertaines, Edmonton semble la plus mal en point. Calgary, où, d'après une étude récente de Royal LePage, les bureaux sont parmi les plus abordables au pays, continue à attirer les investisseurs. La création d'emplois progresse également relativement bien dans cette ville où 8 000 nouveaux postes avaient été créés à la fin d'avril, selon les estimations de Statistique Canada. À Edmonton, le marché de l'immobilier souffre au contraire d'anémie (les ventes y ont reculé de 9 p. 100 de janvier à mai et le montant total des transactions, de 6,5 p. 100). La seule lumière à l'horizon est la reprise constatée dernièrement dans le secteur du commerce en gros. Les milieux ruraux albertains semblent également confiants, ce qui s'explique certainement par les bons résultats enregistrés dans le secteur agricole et celui des ressources naturelles.

## PRINCIPAUX SECTEURS

### Ressources

L'année 1994 s'annonce exceptionnelle pour le forage, selon l'*Association of Oilwell Drilling Contractors*. Les chiffres recueillis à ce jour indiquent que le nombre de puits creusés pendant la première moitié de 1994 est supérieur de 34,3 p. 100 à celui des six premiers mois de 1993. Très bonne année, donc, en perspective.

Selon les évaluations et les prévisions de fin de semestre de *Oilweek*, la production albertaine de pétrole devrait augmenter de 2,2 p. 100 par



rapport à l'année dernière. Les ventes de gaz naturel canadien devraient progresser de 6,1 p. 100 en 1994, du fait surtout des exportations vers les États-Unis; les exportations représenteront 52,5 p. 100 du chiffre d'affaires total en 1994. En ce qui concerne la demande à long terme, les producteurs de gaz naturel envisagent l'avenir avec sérénité.

Le secteur agro-alimentaire albertain a également de beaux jours devant lui. Le canola s'avère un véritable « trésor ». Les agriculteurs ont en effet plus que jamais misé sur cette graine oléagineuse et tablent sur des niveaux de rendement et de prix encore jamais vus. Fait sans précédent dans les Prairies, le canola pourrait cette année rapporter plus que le blé. Après deux très bonnes années, les bénéficiaires du secteur du bétail et du boeuf ont connu un léger repli, bien que la demande à l'exportation demeure forte. Quant au secteur de la transformation des aliments, il continue de croître et d'étendre ses activités et tend à se concentrer sur la valorisation des produits agricoles primaires.

Pour ce qui est des relations avec nos partenaires commerciaux, les différends avec les États-Unis assombrissent l'horizon de nos fermiers. Sur le plan intérieur, l'ordre du jour est également très chargé du fait des ajustements nécessaires après l'entrée en vigueur des accords du GATT et de l'ALÉNA. La protection du revenu, la commercialisation et le transport des céréales sont au nombre des sujets les plus débattus.

Les perspectives s'annoncent également bonnes pour l'industrie forestière, tant du point de vue de l'emploi que de la rentabilité. La pâte à papier vaut 46 p. 100 plus cher que l'année dernière. Les conditions semblent maintenant réunies pour que les entreprises albertaines redeviennent rentables. Le bois d'oeuvre et les panneaux dérivés du bois utilisés dans la construction continuent de rapporter et on s'attend à de nouveaux investissements dans l'industrie des panneaux. On s'arrache littéralement les droits de coupe, notamment dans la région de Grande-Prairie. De

nouveaux projets et réalisations dans le domaine des produits à valeur ajoutée se font jour et les possibilités de croissance et de développement des activités paraissent intéressantes.

### **Fabrication**

De belles perspectives s'offrent également au secteur manufacturier. De janvier à avril 1994, les livraisons cumulées de produits manufacturés albertains ont totalisé 7,3 milliards de dollars, en hausse de 12,2 p. 100 par rapport à l'année dernière. Les secteurs de la machinerie, des métaux de première transformation, des matières plastiques et de l'électronique sont parmi ceux qui ont le plus progressé.

Un sondage des fabricants réalisé par l'Université de l'Alberta met en évidence une forte augmentation des exportations à valeur ajoutée albertaines depuis 1989. On peut par exemple citer les produits pharmaceutiques (109 p. 100), les papiers et emballages (278 p. 100), les appareils de précision (268 p. 100) et les produits carnés (109 p. 100).

De nouvelles usines de produits forestiers et de produits chimiques vont en outre bientôt démarrer, ce qui contribuera à faire augmenter la production. L'usine de produits forestiers ALPAC en est un exemple, au même titre que l'usine d'éthylène glycol de l'Alberta and Orient Glycol Co. Cette dernière, située à Prentiss, a coûté 300 millions de dollars; elle devrait ouvrir ses portes en septembre pour tourner à pleine capacité après quelques semaines.

### **Technologie de pointe**

Le secteur albertain de la technologie de pointe est en très forte croissance depuis le début de la décennie et l'avenir semble prometteur dans l'ensemble. Plus de 50 000 personnes travaillent actuellement dans ce secteur et c'est l'un des segments qui augmentent le plus vite en Alberta.

L'Alberta constitue également, de par l'expertise et l'expérience accumulée, un pôle important des **technologies de l'information (TI)**. Cette industrie est constituée de quelques grandes sociétés et d'un grand nombre de petites entreprises offrant un produit ou service de créneau. Les grandes sociétés, qui sont plus stables, devraient croître modérément, tandis que les petites entreprises oeuvrant sur des marchés moins traditionnels sont appelées à connaître une croissance de modérée à rapide. Les perspectives d'exportation sont également bonnes pour les entreprises de ce secteur. Des voix se sont toutefois élevées du côté des petites sociétés pour déplorer le manque de main-d'oeuvre qualifiée dans les domaines techniques de spécialité. Le développement insuffisant et le manque de fonds de roulement posent également un problème.

On peut s'attendre à une croissance modérée du secteur des **appareils médicaux**. Le secteur des soins de santé nord-américain est en effet bouleversé par de profonds changements, ce qui rend les acheteurs d'appareils médicaux plus circonspects dans leurs décisions d'achat. Sur le plan local, les produits albertains sont l'objet d'un intérêt croissant. Industrie Canada a d'ailleurs contribué à nouer le dialogue entre les associations locales de fabricants de produits médicaux et les membres des associations d'acheteurs des hôpitaux albertains à l'occasion de leur congrès annuel de juin. Ce fut une manifestation enrichissante aussi bien pour les acheteurs que pour les producteurs.

La concurrence internationale dans le domaine de l'aérospatiale s'est intensifiée. En Alberta, les petites sociétés actives dans les domaines de la réparation et de l'entretien d'aéronefs commerciaux, qui ont réduit leurs coûts, redeviennent rentables. Des sociétés, comme Pelorus Navigation, qui ont mis au point de nouveaux produits et se sont maintenues à la pointe du progrès, obtiennent de très bons résultats. Les sociétés comme Hughes Aircraft

ou CAE, qui bénéficient de contrats militaires ou autres gros marchés, ne sont pas en reste. Quant à CDC, qui emploie maintenant quelque 450 personnes dans la région de Calgary, c'est un véritable modèle de réussite. Les sociétés de sous-traitance commencent maintenant également à récolter les fruits des succès remportés par les grandes sociétés comme CDC.

## Services

Le secteur des services à l'industrie pétrolière et gazière est actif tant sur le plan national qu'international. Une forte demande se manifeste en effet localement grâce au développement quasi explosif des activités de forage et, à l'étranger, particulièrement dans la prospection, par l'émergence de nouveaux marchés tels que la Chine, l'Indonésie et la Malaisie. En Russie, l'activité est maintenant tempérée du fait de l'instabilité économique et des risques excessifs de non-paiement. Les activités des sociétés pétrolières albertaines en Sibérie ont de manière générale cessé, bien que des travaux de construction d'infrastructures (hôtels, hôpitaux) se poursuivent.

Nos collègues de Produits de consommation disent avoir reçu de nombreuses plaintes relativement à une pratique de commercialisation dite de prix «uniforme». Cette méthode récente, adoptée par les magasins d'alimentation géants, évite de spécifier le prix au kilogramme, le poids net et le prix total sur les étiquettes des paquets de viande. On se contente, plutôt, d'indiquer le poids minimum garanti par unité. Les consommateurs craignent que cette pratique aient l'effet pernicieux de rendre les clients moins conscients des prix et de les dissuader de lire les étiquettes. Ils craignent également qu'on restreigne leurs possibilités de comparer les prix des mêmes morceaux d'un magasin à l'autre ou de morceaux différents dans un même magasin.

Si on en croit le *Financial Post*, le secteur touristique canadien a été à la remorque de celui de l'Alberta en 1993. Le nombre de skieurs y a augmenté de 27,2 p. 100 pour la saison 1993-1994 et les exploitants ont estimé que les conditions de ski n'ont pas été aussi bonnes depuis des années. Durant les trois premiers mois de 1994, le nombre de visiteurs étrangers (États-Unis exclus) a augmenté de pas moins de 17,6 p. 100. Le festival international de films pour la télévision, qui a eu lieu à Banff en juin, aurait eu des retombées économiques de 1,75 million de dollars, lançant ainsi un pont providentiel entre la saison de ski et la saison estivale.

L'humeur générale de l'industrie du tourisme est au beau fixe et les perspectives de 1994 sont encourageantes, puisqu'on estime la croissance de ce secteur à 2,3 p. 100. On commence à tendre vers une collaboration plus étroite : les entreprises albertaines et les associations touristiques se sont trouvés des partenaires non seulement en Alberta, mais dans tout l'Ouest canadien, particulièrement en Colombie-Britannique. Cela devrait conduire à une amélioration et à une rationalisation des services touristiques.

Préparé par Joe Guinan  
(403) 495-4422

## OBSERVATIONS

### Les jeunes et l'emploi

Invité récemment à prendre la parole au club Rotary d'Edmonton, l'ancien premier ministre Peter Lougheed a fait valoir que la situation de l'emploi à long terme est le plus grand sujet de préoccupation au Canada et que la solution réside dans les marchés d'exportation. Il a ajouté que la population n'était pas encore consciente de la gravité de ce problème pour les jeunes.

### Dégel en Sibérie?

« Après leur lune de miel et leur première scène de ménage, les associés sont en train de trouver un modus vivendi qui devrait leur permettre de stabiliser et de pérenniser leur union », a déclaré Dimitra Katsuris, porte-parole du Conseil commercial Canada-Russie, lors d'une intervention au cours de laquelle elle a expliqué que des rayons de soleil commencent à percer après le grand froid qui s'est abattu sur les relations entre les exploitants pétroliers et gaziers albertains oeuvrant en Russie et les autorités russes.

### Pas de taxe sur les hydrocarbures!

« Notre secteur va rentrer en grâce auprès des investisseurs », a affirmé un porte-parole de la Canadian Association of Petroleum Producers, commentant la déclaration du premier ministre à Calgary fin mai selon laquelle une taxe sur les hydrocarbures n'était pas à l'ordre du jour et n'était pas près de l'être.